



# TRAJECTOIRES TRANSFORMATRICES

---

INITIATIVES CLIMATIQUES INTÉGRANT LA JUSTICE DE GENRE  
POUR RÉPONDRE AUX CRISES MULTIPLES ET CROISÉES



# **TRAJECTOIRES TRANSFORMATRICES**

---

INITIATIVES CLIMATIQUES INTÉGRANT LA JUSTICE DE GENRE  
POUR RÉPONDRE AUX CRISES MULTIPLES ET CROISÉES

## Autrices

Gina Cortés Valderrama (WECF),  
Colombie

Valeria Peláez Cardona (WECF),  
Colombie

Agnes Mirembe (ARUWE),  
Ouganda

Fatou Ndoye (Enda Graf Sahel),  
Sénégal

Maria Victoria Bojacá (Enda Colombia),  
Colombie

Sevidzem Ernestine Leikeki (CAMGEW),  
Cameroun

## Traduction

Fabien Rymland-Ergueta

François Silvestre

## Conception et illustrations

**Puntoaparte**  
Editores

.Puntoaparte Editores, Colombie  
www.puntoaparte.com.co

## Rédactrices

Sarah Fisher Davis,  
Stony Brook University

Anke Stock,  
WECF

Anne Barre,  
WECF

Katharina Habersbrunner,  
WECF

## Publié par



Toutes les figures et tous les tableaux ont été élaborés par les autrices. La reproduction partielle de cette publication est autorisée à condition que la source et les autrices soient mentionnées.

Women Engage for a Common Future (WECF)  
[www.wecf.org](http://www.wecf.org)

## Avec le soutien de

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH pour le compte du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité des autrices et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions de la GIZ ou du BMZ.

On behalf of





# CONTENU

---

**AVANT-PROPOS POUR LES LECTEURS  
ET LECTRICES** 6

---

**LES FONDEMENTS COLONIAUX DE LA  
CROISSANCE ÉCONOMIQUE** 8

Contextualiser les causes de la crise climatique

---

**LE COLONIALISME SE MASQUE POUR  
SE FONDRE DANS LA FÊTE** 10

Finies les fausses solutions climatiques en  
costume vert

---

**QUEL EST LE CADRE POLITIQUE POUR  
FAIRE AVANCER L'ACTION CLIMATIQUE ?** 13

---

**QU'EST-CE QUI NE FONCTIONNE PAS ?** 17

---

**QU'EST-CE QUI MANQUE ?** 19

## **PROPOSITION DE NOUVELLES CIBLES** 21

Une méthodologie pour une analyse plus approfondie des ODD

---

## **ENDA COLOMBIA** 29

Une alternative de développement selon un modèle d'économie solidaire

---

## **ENDA GRAF SAHEL** 42

Une transition sensible au genre est possible en adoptant une économie du *care*

---

## **ARUWE** 54

Le savoir ancestral au service de technologies énergétiques décentralisées et communautaires

---

## **CAMGEW** 66

L'agroécologie, une voie vers la résolution des conflits et la cohésion sociale

---

## **ENSEIGNEMENTS TIRÉS** 80

## **RECOMMANDATIONS POLITIQUES** 83

### **Chères lectrices, décideuses, professionnelles et défenseuses des droits ; chers lecteurs, décideurs, professionnels et défenseurs des droits :**

L'exploitation historique et toujours actuelle des territoires tout comme l'externalisation du travail sur la base de divisions géographiques et genrées ont jeté les bases d'une notion de développement qui a façonné les moyens et les modes de production. Dans quel but ? Une croissance économique infinie. Des décennies d'extraction excessive de ressources naturelles pour fournir matériaux et énergies ont causé des pertes et des dommages permanents et irréversibles à diverses communautés dans le monde. Ce processus a non seulement altéré les infrastructures physiques, mais il a également compromis les modes de vie traditionnels qui cohabitaient avec l'environnement, en harmonie et dans le respect de l'environnement.

Les principes du féminisme, notamment la décolonialité, l'intersectionnalité et la décroissance, fournissent un cadre permettant de comprendre comment les différentes formes d'inégalités fonctionnent souvent ensemble, s'exacerbant les unes les autres. Ils analysent systématiquement et remettent continuellement en question toutes les forces qui sous-tendent ce qui est produit, la manière de le produire et l'usage qui en est fait, approfondissant ainsi notre connaissance des structures économiques et politiques. La justice climatique et de genre requiert des alternatives d'atténuation du changement climatique qui s'éloignent de l'appropriation et de l'usage indiscriminés du pouvoir.

Cette publication analyse les objectifs de l'Agenda 2030 et de l'accord de Paris (repères politiques pour avancer vers un présent et un avenir durables) dans le but de proposer des cibles spécifiques pour les Objectifs de développement durable qui favorisent la construction d'une société plus juste d'un point de vue économique, environnemental et de genre. En systématisant les expériences, cette publication rassemble des témoignages concernant des alternatives concrètes au modèle de développement dominant. Ces alternatives communautaires et contextuelles éprouvées existent déjà sur le terrain, là où des solutions d'atténuation du changement climatique sensibles au genre prennent vie ; elles reconnaissent les femmes dans toute leur diversité en tant qu'agents vitaux du changement, construisent une démocratie alimentée par les populations et contrastent avec les solutions climatiques individualistes ou lucratives.

Les initiatives locales exposées dans la présente publication montrent des voies transformatrices possibles pour dépasser les crises intersectionnelles actuelles.

J'espère que cette lecture vous interpellera et vous incitera à prendre des mesures concrètes.

Gina Cortés Valderrama

**Women Engage for a Common Future**

## Quel est l'objectif de cette publication ?

Contribuer à la transformation systémique en recueillant des témoignages démontrant qu'un autre monde est possible.

## À qui s'adresse cette publication ?

**Aux organisations de terrain et à la société civile.** Pour étendre la compréhension, la reconnaissance et la diffusion de la contribution transversale, de fait, des solutions locales et sensibles au genre à la lutte contre les crises intersectionnelles, en particulier la crise climatique.

**Pour les gouvernements et les responsables politiques.** Pour comprendre comment les alternatives locales et transformatrices pour les femmes peuvent garantir la réalisation des objectifs nationaux en matière de politique climatique en priorisant le bien-être des personnes plutôt que les profits.

**Pour les organisations donatrices.** Pour examiner et redéfinir les critères de sélection et d'évaluation du financement de projets, afin de mieux comprendre pourquoi les questions liées au genre sont importantes et comment les communautés définissent l'impact dans différents contextes.

**Pour toute personne.** Pour mieux comprendre les obstacles structurels et les moyens de les surmonter, en construisant des imaginaires collectifs débouchant sur une transformation systémique tangible.

### Deux concepts vivants (brièvement expliqués) pour faciliter la lecture :

**Femmes :** nous reconnaissons que les femmes ne constituent pas un bloc homogène. Ici, le terme « femmes » fait référence aux femmes dans toute leur diversité.

**Extractivisme :** processus d'exploitation et d'appropriation des ressources naturelles, humaines et/ou épistémiques dans le cadre d'un mécanisme persistant et continu de pillage et d'oppression coloniale.

## Remerciements

Les autrices souhaitent remercier les collègues, spécialistes et féministes ci-dessous pour leurs commentaires constructifs et leur soutien tout au long de l'élaboration de cette publication : Anke Stock (WECF), Anne Barre (WECF), Katharina Habersbrunner (WECF), Tara Daniel (WEDO), María Carolina Melo Venegas (GOPA), Leyla Özay (NCEA), Juanita Bernal López (DNP), Vanessa Hochwald (GIZ), Juan Andrés Casas (Point de contact national pour le genre et le climat CCNUCC en Colombie).



# LES FONDEMENTS COLONIAUX DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

---

## Contextualiser les causes de la crise climatique

**Le processus d'expansion capitaliste a établi un ordre politico-économique au sein duquel la conception actuelle du développement considère la croissance économique comme le socle de toute stratégie visant à atteindre la prospérité.**

Cette croissance économique s'appuie sur des modèles colonialistes ouvrant la voie à l'appropriation et à l'exploitation. Les structures coloniales, patriarcales et capitalistes ont perpétué l'utilisation systématique des ressources naturelles dans les pays du Sud et ont externalisé le travail intensif, dévalorisé et mal rémunéré en fonction du genre et/ou de la localisation géographique de l'individu. Sous le monopole capitaliste, les populations rurales, noires, autochtones et de couleur (BIPOC - Black, Indigenous and people of colour), en particulier les femmes, sont exploitées et privées de leurs droits fondamentaux et de leur protection sociale<sup>[1]</sup>. Cette voie de développement a catalysé des phénomènes intersectionnels d'oppression et de discrimination, entravant ainsi la réalisation de l'objectif d'une vie digne pour toutes et tous.

L'extractivisme des ressources matérielles et énergétiques a été le moteur d'un désir incontrôlable de croissance, de production et de consommation infinies, ignorant les limites planétaires comme les droits des communautés touchées par cette course au pouvoir. Ainsi, les coûts environnementaux englobent la perte de biodiversité, le manque d'eau, le dérèglement des écosystèmes ainsi que l'augmentation des vagues de chaleur, des incendies de forêt, des sécheresses et des inondations dévastatrices. Le changement climatique est considéré comme l'un des défis les plus urgents du monde actuel. Il engendre des pertes et des dégâts durables et irréversibles dans les pays qui, bien qu'étant ceux qui ont historiquement le moins contribué aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), en subissent de manière disproportionnée les effets négatifs sur leurs économies, leurs moyens de subsistance et leur patrimoine culturel. Les mêmes pays qui ont été pillés par le passé au cours de violents processus de colonisation, les mêmes pays qui subissent aujourd'hui les impacts les plus importants, sont ceux qui continuent à subventionner les pays riches, les grandes entreprises et les banques multilatérales de développement, favorisant ainsi le maintien du statu quo.

La crise climatique est une menace mondiale pour les droits humains et une question cruciale pour la politique publique mondiale de notre époque<sup>[2]</sup>. La réalité du lien entre le genre et le changement climatique est que les femmes et les enfants subissent de manière disproportionnée les effets néfastes du changement climatique et des catastrophes écologiques<sup>[3]</sup>. Les effets du changement climatique varieraient non seulement en fonction des caractéristiques géographiques, mais aussi en fonction des groupes socioéconomiques, comme c'est le cas des différences de genre. La persistance des discriminations, des inégalités et des stéréotypes fondés sur le genre ainsi que des institutions patriarcales héritées du colonialisme continue d'entraver l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources et des informations par les femmes pour faire face, en temps voulu, aux effets du changement climatique. De la même manière, les femmes rurales, les paysannes et les BIPOC qui défendent leurs communautés contre l'exploitation et qui protègent l'environnement par des pratiques durables sont souvent victimes de violences basées sur le genre et leur survie est menacée<sup>[1]</sup>. Ces menaces et discriminations limitent leur capacité à exercer leurs droits à la santé, au logement, à la terre, à l'éducation, au travail, à la sécurité sociale et à la représentation politique<sup>[2]</sup>.

# LE COLONIALISME SE MASQUE POUR SE FONDRE DANS LA FÊTE

---

## Finies les fausses solutions climatiques en costume vert

**Les efforts d'atténuation du changement climatique visent à protéger l'environnement en empêchant et/ou en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère causées par les activités humaines, tout en atténuant et en éliminant les effets néfastes du changement climatique sur le bien-être et la santé des êtres vivants.**

Dans son sixième rapport d'évaluation intitulé « Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change »<sup>[4]</sup>, le groupe scientifique réuni par les Nations unies (ONU) pour surveiller et évaluer toutes les données scientifiques mondiales relatives au changement climatique, connu sous le nom de Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), affirme qu'au cours de la période 2010-2019, les émissions de GES ont continué d'augmenter, dépassant le chiffre le plus élevé de toutes les décennies précédentes. Pour enrayer cette hausse, les pays ont convenu de limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 2 °C, et de préférence à 1,5 °C (voir p. 13). Cet objectif coopératif vise à éviter des conséquences et des perturbations plus graves pour les écosystèmes et les moyens de subsistance. Toutefois, les politiques climatiques actuelles, avec une amélioration graduelle seulement, se traduira par une augmentation de la température supérieure à cet objectif. Ces projections démontrent pourquoi les politiques et les promesses actuelles doivent être renforcées, alors que le monde se dirige vers un scénario incertain conditionné par les effets irréversibles d'un réchauffement climatique de 2 à 3 °C<sup>[5]</sup>.

En renforçant ces déclarations, le GIEC souligne que les voies d'atténuation nécessitent des transformations à grande échelle dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des transports, des services, de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (AFAT), ce qui entraînerait des changements radicaux dans les modes de production et de consommation<sup>[6]</sup>. Face à cette situation, les gouvernements nationaux, les entreprises et les organismes internationaux fixent des objectifs climatiques « zéro émission nette » à atteindre d'ici à 2050. Ce discours contient plusieurs points préoccupants.

Les glaciers géants, les courants océaniques et les régions de pergélisol ont peut-être déjà franchi un cap irréversible. Selon une étude majeure publiée en septembre 2022 dans la revue *Science*<sup>1</sup>, la crise climatique a conduit le monde au bord de multiples points de basculement « désastreux »<sup>[5]</sup>. Ces points de non-retour font référence à des conditions climatiques qui se perpétuent d'elles-mêmes et qui peuvent avoir des conséquences abruptes, irréversibles et dangereuses, avec de graves implications pour l'humanité<sup>[7]</sup>. Sur les seize urgences climatiques identifiées, cinq pourraient avoir déjà été atteintes en raison du réchauffement planétaire causé par l'humanité à ce jour<sup>[5]</sup>. Ainsi, en concentrant les engagements sur l'horizon 2050, on ne tient absolument pas compte de l'urgence de prendre des mesures immédiates en suivant une feuille de route précise et avec des cibles et un plan d'action clairs sur la manière de maintenir l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C dans un avenir proche. Le milieu du siècle, c'est bien trop tard.

Même si elles peuvent sembler similaires, les expressions « zéro émission nette » et « zéro émission » ne signifient pas la même chose. En réalité, le concept de « zéro émission nette » signifie que les émissions se poursuivront, mais qu'elles seront compensées en partant du principe qu'à l'avenir, de nouvelles technologies seront capables d'extraire le dioxyde de carbone de l'air<sup>[8],[9]</sup>. Ces dernières années, certaines technologies, présentées comme des mécanismes de compensation positive permettant d'atteindre zéro émission climatique nette, ont gagné en popularité. Il s'agit en réalité de solutions techniques non éprouvées et de technologies risquées. Elles sont qualifiées de « fausses solutions » par les organisations de la société civile, les activistes ainsi que les défenseuses et défenseurs des droits en matière de justice climatique. On peut citer par exemple la géo-ingénierie, la bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone (BECCS), et les solutions fondées sur la nature (SFN) (voir p. 74)<sup>[10]</sup>. Ces technologies servent d'écran de fumée, permettant de continuer à générer des émissions et des profits par l'extraction de combustibles fossiles. Si elles sont déployées à grande échelle, ces fausses solutions auront des conséquences néfastes considérables sur le plan social, de la justice et de l'environnement, ce qui entravera la mise en œuvre rapide des vraies solutions nécessaires<sup>[11]</sup>. Par exemple, le déploiement à grande échelle de BECCS nécessiterait de vastes plantations d'arbres pour piéger le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, récolter la biomasse et la brûler pour produire de l'énergie, tout en capturant les émissions de CO<sub>2</sub> des centrales électriques et en stockant les déchets dans le sous-sol. Une opération de cette ampleur nécessite des plantations d'une superficie équivalente à trois fois

---

1. Pour en savoir plus, consultez « *Exceeding 1.5°C global warming could trigger multiple climate tipping points* », McKay et al, 2022.

celle de l'Inde, qui proviendraient presque certainement des pays du Sud<sup>[12]</sup>. Dans une étude récente, des chercheurs de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA) ont constaté que les projets de captage du carbone sous-performants étaient nettement plus nombreux que les projets réussis<sup>2</sup>.

Le principe de « zéro émission nette » repose sur la logique du « brûler maintenant, payer plus tard » qui fait monter en flèche les émissions de carbone en renforçant le colonialisme du carbone dans les pays du Sud. Ces engagements zéro émission nette sont mis en œuvre pour compenser les émissions provenant principalement du Nord, souvent au prix de violations des droits humains, y compris par le déplacement forcé des communautés locales et BIPOC de leur terre natale<sup>[8]</sup>. Cette approche ne remet en cause ni les structures de pouvoir actuelles ni les anciens modes de pensée. Ce « verdissement » du capitalisme technologique et du colonialisme peut donc cacher de profondes inégalités et injustices, affectant une fois de plus de manière disproportionnée les personnes et les communautés qui ont peu contribué au changement climatique, en particulier les communautés de première ligne, les femmes et les jeunes qui doivent en payer les coûts les plus élevés<sup>[9]</sup>.

De nombreuses technologies d'atténuation diffusées sont basées sur une approche descendante qui ne tient pas compte du contexte ou des besoins des territoires et de leurs populations. Cette approche est particulièrement problématique pour les pays du Sud où risque de s'installer une dépendance aux importations de technologies plus coûteuses en provenance des pays du Nord. Les discussions sur l'atténuation sont souvent limitées aux grandes infrastructures et aux mégaprojets. Ceci conduit à imaginer que cette tâche ne peut être réalisée que par de grandes entreprises issues de différents secteurs de l'industrie, ne laissant plus aux activités locales et communautaires qu'un rôle d'adaptation. Cette conception erronée conduit à une approche biaisée non seulement de la conception et de la mise en œuvre des politiques climatiques, mais aussi du financement de la lutte contre le changement climatique. La conversation doit plutôt tourner autour de véritables solutions climatiques, qui n'apparaissent actuellement ni dans les conférences intergouvernementales au sommet, ni dans les médias grand public, ni dans les revues universitaires. Les discussions sur les mesures climatiques à adopter devraient s'articuler autour d'une transformation globale trop longtemps différée de nos systèmes économiques d'exploitation et de destruction<sup>[13]</sup>.

Bien que l'objectif transformateur d'une augmentation de la température mondiale de 1,5 °C soit difficile à atteindre et comporte des enjeux importants, les pays doivent intégrer des initiatives d'atténuation décentralisées et basées sur les communautés. Ces solutions rétabliront une approche à la nature qui soit consciente de ses limites et amélioreront radicalement la vie des populations<sup>[9]</sup>. Dans une perspective féministe, l'innovation interroge les dynamiques de pouvoir et redistribue les espaces de décision afin que chaque personne ait son mot à dire dans la construction d'un monde souhaitable au lieu de suivre un modèle prédéfini dictant ce à quoi il devrait ressembler.

---

2. Pour en savoir plus, consultez « *Carbon capture remains a risky investment for achieving decarbonization* », IEEFA, 2022

# QUEL EST LE CADRE POLITIQUE POUR FAIRE AVANCER L'ACTION CLIMATIQUE ?

## L'accord de Paris

L'accord de Paris<sup>[14]</sup> est un traité mondial et juridiquement contraignant visant à lutter contre le changement climatique et à promouvoir un avenir sobre en carbone en limitant l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C. Il a établi un cadre permettant d'unifier les nations sous une bannière commune : atténuer les potentiels impacts du changement climatique sur le développement humain et s'adapter à ses effets. Ce traité a marqué un tournant dans la coopération multilatérale, car il a reconnu l'importance du soutien international en termes de ressources financières, de renforcement des capacités et de déploiement technologique. Un tel soutien, en particulier de la part des pays dits développés en faveur des pays en développement, est essentiel. En effet, ces derniers contribuent moins au total des émissions mondiales, mais subissent des effets environnementaux disproportionnés. Comme le mentionne l'accord, la fourniture de moyens financiers plus importants devrait viser à atteindre un certain équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, ainsi qu'à protéger les priorités et les besoins des pays en développement, en particulier ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique.

Dans son introduction, cet accord reconnaît la nécessité pour les pays de tenir compte de leurs obligations respectives en matière de dignité humaine, en insistant sur les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des populations migrantes, des enfants et des personnes handicapées. Il rappelle à chaque pays son obligation de promouvoir l'égalité hommes-sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité intergénérationnelle.

## Contributions déterminées au niveau national (CDN)

L'accord de Paris est mis en œuvre par le biais des contributions déterminées au niveau national (CDN), qui sont les plans d'action nationaux visant à réduire les émissions et à s'adapter aux impacts climatiques. Les CDN contiennent des politiques, des activités et des mesures dont le but est d'atteindre les cibles de l'accord de Paris. Chaque pays identifie, met en œuvre et rend compte de ses propres objectifs de réduction des émissions de GES ; en fonction de sa situation nationale, de ses besoins et de son ambition dans les domaines de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique. Après la présentation initiale des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) en 2015, chaque pays doit définir et communiquer son plan d'action pour le climat tous les cinq ans. Les actions climatiques déterminent dans quelle mesure les pays atteignent les objectifs à long terme de l'accord de Paris aussi rapidement et nécessairement que possible, en suivant les recommandations des meilleures données scientifiques disponibles<sup>[15]</sup>.

Une analyse de genre des CDN réalisée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)<sup>[16]</sup> a montré que 77,6 % des CDN revues pour 2021 incluaient une référence au genre et/ou aux femmes dans toute leur diversité. Ce chiffre représente une augmentation de 40 % par rapport aux versions originales des CDN de 2016. Il reflète le fait que davantage de pays ont pris conscience du lien entre le genre et le changement climatique et de l'importance de mentionner clairement cette relation dans les politiques nationales sur le climat. Néanmoins, les femmes continuent d'être considérées comme vulnérables. Dans 34 % des CDN actuelles, les femmes dans toute leur diversité sont identifiées comme vulnérables, ce qui contraste fortement avec les 18 % seulement de CDN dans lesquels elles sont reconnues comme des agentes de changement.



## Plan d'action pour l'égalité des sexes (PAG)

Le Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre (LWPG) et son Plan d'action pour l'égalité des sexes (PAG) sont des outils mis en place pour parvenir à des politiques climatiques sensibles au genre, à l'égalité hommes-sexes et à l'autonomisation des femmes dans le cadre des efforts déployés par les pays dans la mise en œuvre de l'accord de Paris<sup>[17]</sup>. Le PAG fournit un cadre politique avec cinq domaines prioritaires pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans la mise en œuvre d'actions climatiques durables, justes et équitables<sup>[18]</sup>. Ces cinq domaines prioritaires sont : (1) Renforcement des capacités, gestion des connaissances et communication ; (2) Représentation équilibrée des sexes, participation et leadership des femmes ; (3) Cohérence ; (4) Mise en œuvre favorisant l'égalité des sexes et moyens de mise en œuvre ; et (5) Suivi et présentation de rapports<sup>[19]</sup>.

La définition du PAG a nécessité une lutte politique acharnée de la part des féministes du monde entier. Il a marqué une étape importante dans la reconnaissance internationale de l'impact différent du changement climatique sur les femmes et les filles dans toute leur diversité, en raison des inégalités de genre historiques et persistantes. Le PAG reconnaît que la participation et le leadership complets, significatifs et égaux des femmes dans l'élaboration et l'action de la politique climatique au niveau national et local sont essentiels pour atteindre les objectifs climatiques de long terme. Il affirme également que les stratégies et la mise en œuvre de politiques et d'actions climatiques tenant compte de la dimension de genre peuvent permettre aux pays de renforcer leur niveau d'ambition. Afin de garantir la conformité et l'avancement, les pays sont encouragés à nommer un point de contact national pour le genre et le climat (NGCCFP) pour la conception, la mise en œuvre et le suivi du PAG.

## Objectifs de développement durable (ODD)

La création des Objectifs de développement durable (ODD) a été célébrée comme une avancée majeure dans la coopération internationale, résultat du processus de consultation le plus large et le plus participatif de l'ONU en 2015. Les dix-sept ODD sont définis dans l'Agenda 2030, un consensus multilatéral visant à mettre en œuvre un modèle de développement traitant des dimensions sociales, économiques, environnementales et culturelles afin de garantir les moyens de subsistance des générations futures. Les ODD répondent à ces dimensions en décrivant des stratégies visant à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, à instaurer la paix et à améliorer la santé, l'éducation, l'assainissement et l'emploi, tout en s'attaquant au changement climatique et en œuvrant à la préservation des océans et des forêts de la planète.



## QUEL EST LE CADRE POLITIQUE POUR FAIRE AVANCER L'ACTION CLIMATIQUE ?

Les progrès réalisés dans le cadre de chacun des objectifs sont mesurés par des indicateurs spécifiques permettant d'atteindre les cibles correspondantes. Cet agenda accorde la même priorité aux trois dimensions de la durabilité (sociale, économique et environnementale) et reconnaît que toute stratégie visant à atteindre ces objectifs doit être interconnectée, car toute action menée dans un domaine aura des répercussions sur les résultats obtenus dans d'autres domaines.

Le dernier rapport élaboré par les Nations unies, intitulé « Rapport sur les objectifs de développement durable 2022 », dresse un tableau particulièrement alarmant, puisqu'il révèle que des crises multiples et intersectionnelles menacent la réalisation de l'Agenda 2030<sup>[20]</sup>. Selon ce rapport, la pandémie de COVID-19, associée à de nombreux conflits violents, a effacé plus de quatre ans de progrès dans l'éradication de la pauvreté et a entraîné une absence de progrès dans la lutte contre la crise climatique. Les femmes dans toute leur diversité et les enfants continuent d'être les plus touchés par ces crises. En outre, le rapport 2022 d'ONU Femmes sur les progrès réalisés en matière d'égalité hommes-sexes dans le cadre des ODD indique qu'au rythme actuel, il faudrait encore 286 ans pour supprimer les lois discriminatoires et combler les écarts existants en matière de protection des femmes et des filles.



# QU'EST-CE QUI NE FONCTIONNE PAS ?

**Sans écarter pour autant la pertinence de l'Agenda 2030, le maintien de la notion de croissance économique et industrielle comme élément crucial du développement humain constitue une contradiction pour la réalisation de ses objectifs.**

Les ODD supposent que l'économie mondiale peut continuer à croître (ODD 8) tout en réduisant les émissions suffisamment vite pour ne pas dépasser les 2 °C, conformément à l'accord de Paris[21]. Cependant, la croissance économique, traditionnellement mesurée par le volume monétaire total des productions et services échangés (également connu sous le nom de produit intérieur brut - PIB), ne peut être soutenue indéfiniment. Par exemple, la croissance perpétuelle dans les pays du Nord entraîne une augmentation de l'utilisation finale d'énergie et de matériaux, qui à son tour nécessite une augmentation des niveaux d'extractivisme et aggrave les inégalités dans les pays les plus pauvres. Les cibles et les indicateurs de progrès ont été listés selon une approche descendante, compliquant l'opérationnalisation au niveau local. De ce point de vue, l'Agenda 2030 devient un instrument de domination des pays du Sud qui sont obligés de se conformer aux mêmes objectifs et indicateurs que les pays industrialisés, pays qui contribuent le plus aux émissions de GES, mais qui disposent également des meilleures infrastructures pour atteindre ces objectifs climatiques<sup>[22]</sup>. Les données empiriques existantes suggèrent qu'il n'est pas possible de maintenir la trajectoire actuelle sur le long terme<sup>3</sup>.

Dans la partie intitulée « Accelerating the transition in the context of sustainable development » (Accélérer la transition dans le contexte du développement durable) du dernier rapport du GIEC sur l'atténuation du changement climatique, les scientifiques insistent sur le fait que l'accélération de l'action ne consiste pas seulement à accélérer le rythme du changement, mais aussi à s'attaquer aux facteurs sous-jacents de vulnérabilité et de fortes émissions, en permettant à diverses communautés, divers secteurs, diverses parties prenantes, régions et cultures de participer via des processus justes, équitables et inclusifs à l'amélioration de la santé et du bien-être des êtres humains comme de la planète<sup>[4]</sup>.

**3.** Pour en savoir plus, consultez « *The contradiction of the sustainable development goals: Growth versus ecology on a finite planet* », de Jason Hickel, 2019

## QU'EST-CE QUI NE FONCTIONNE PAS ?

Bien que l'accord de Paris reconnaisse que les pays devraient suivre une approche sensible au genre pour leurs plans et actions d'adaptation, l'accord ignore dans une large mesure les questions de genre. Il n'y a pas de référence explicite au genre, même pour des sujets pertinents tels que l'atténuation (articles 4, 5 et 6), le financement (article 9) et la technologie (article 10). Le fait que les femmes ne soient pas mentionnées dans la section sur l'atténuation est particulièrement alarmant. En effet, cette omission renforce l'idée erronée selon laquelle les femmes ne sont ni des actrices clés, ni des agentes de changement, mais seulement de simples victimes de la crise climatique. Cette croyance, qui cantonne automatiquement les femmes à un rôle passif dans la gestion des crises, a des conséquences sur la manière dont les pays conçoivent leurs objectifs et leurs activités en matière de climat. Par exemple, les responsables politiques peuvent négliger la participation, les savoirs et l'expérience des femmes dans la mise en œuvre d'initiatives de réduction des GES ou la transformation du secteur de l'énergie (traditionnellement dominé par les hommes). L'analyse de l'UICN<sup>[16]</sup> mentionnée précédemment reflète cette réalité, puisque seulement 18 % des quatre-vingt-neuf CDN actualisées mentionnent le genre dans leur section sur l'atténuation. Souvent, les CDN ne contiennent aucune explication sur les efforts déployés pour faire progresser les ODD, notamment en raison de la fausse croyance selon laquelle des aspects tels que l'éducation, la faim et l'égalité des genres n'ont pas de lien avec le changement climatique<sup>[23]</sup>.

Les CDN ont progressé dans l'intégration de la dimension de genre en tenant compte des obstacles liés au genre en matière d'accès, de contrôle et de pouvoir sur les droits, les ressources et les services dans la conception et dans la mise en œuvre des politiques de lutte contre le changement climatique. Toutefois, comme le montre la même analyse, seuls 6 % des CDN révisées prévoient des fonds pour des activités en faveur des femmes ou de l'égalité des genres. Ainsi, de nombreuses aspirations en matière d'égalité des genres dans les CDN restent théoriques, car les engagements ne prévoient aucune ressource pour des mesures concrètes d'application d'une approche de genre dans les politiques climatiques. Sans un budget ciblé, il est impossible d'atteindre les objectifs proposés en matière d'égalité des genres. Parallèlement, l'égalité des genres ne semble pas être une question intégrée dans les politiques intersectionnelles des différents ministères. L'égalité des genres est encore largement perçue comme une question isolée abordée en dehors des débats fondamentaux sur l'atténuation, le financement et la technologie.

Pour avancer sur l'accord de Paris tout en atteignant les différents objectifs énoncés dans l'Agenda 2030, il est nécessaire de basculer vers une approche féministe axée sur la solidarité, l'intersectionnalité et la redistribution. Celle-ci doit remplacer le discours de croissance économique et de productivité mesurées par le PIB par un discours de décroissance, qui reconnaît les limites des systèmes de la Terre face à une croissance continue, l'incapacité de la performance technologique à répondre aux demandes croissantes et la nécessité de réduire de manière durable afin de réduire les émissions<sup>[24]</sup>.



# QU'EST-CE QUI MANQUE ?

## **Sortir de la crise climatique et des injustices intersectionnelles qu'elle exacerbe passe par l'éradication des modèles et des structures coloniales dans tous les domaines de la vie.**

La justice climatique reconnaît les causes profondes de la crise climatique et admet que, dans les diverses phases de production et de consommation, les humains au pouvoir ont exploité les ressources de la Terre et violé les droits des communautés colonisées afin de maintenir le statu quo<sup>[25]</sup>. Par exemple, selon certains savoirs autochtones d'Amérique latine, le développement conventionnel représente une imposition culturelle héritée du savoir occidental. Cette conviction a conduit à explorer des alternatives à l'idée de développement. Ces alternatives reposent sur des principes tels que l'unité, l'égalité, l'inclusion, la dignité, la liberté, la solidarité, le respect et l'égalité sociale et des genres en matière de participation<sup>[26]</sup>.

En réponse à la conception actuelle du développement, la justice climatique réclame des alternatives s'éloignant de l'accumulation aveugle de richesses par l'utilisation de combustibles fossiles et par l'extraction d'autres biens communs de nos écosystèmes. Elle reconnaît la dette écologique des nations riches et des grandes entreprises, en leur demandant clairement d'assumer leurs responsabilités historiques vis-à-vis du changement climatique. En vertu de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), cette demande s'appuie sur un principe spécifique, connu sous le nom de « responsabilités communes mais différenciées » (RCD) des pays en développement et des pays développés, que les pays doivent suivre dans leur lutte contre le changement climatique. Les pays du Sud doivent être libres d'organiser leurs ressources et leur travail de manière à répondre à leurs besoins humains plutôt qu'à la croissance des pays du Nord. Ainsi, il est indispensable d'adopter une approche décoloniale rompant avec les modèles d'hyperconsommation, de surexploitation et d'appropriation inégale des ressources naturelles et humaines par les pays du Nord pour mettre fin aux cycles d'exclusion, de discrimination et de violence en cours<sup>[12]</sup>.

L'écoféminisme fournit un cadre intersectionnel permettant de comprendre comment les différentes formes d'inégalité se conjuguent et s'exacerbent les unes les autres, et comment les caractéristiques sociales s'entrecroisent, conduisant à des expériences uniques de discrimination. Ce cadre offre aussi une meilleure compréhension des causes structurelles, historiques et institutionnelles à l'origine de ces discriminations. L'intersectionnalité élargit la réflexion et la reconnaissance des multiples niveaux d'oppression : le genre, la race, l'appartenance ethnique, la langue, l'âge, le pouvoir socioéconomique, le niveau d'études, la situation géographique et la nationalité. L'écoféminisme soutient que la crise climatique et l'oppression des groupes marginalisés sont

## QU'EST-CE QUI MANQUE ?

intimement liées et qu'aucune de ces deux problématiques ne peut donc être résolue indépendamment de l'autre. Les femmes ont été surchargées de tâches non rémunérées et peu valorisées liées à la prise en charge des humains et des écosystèmes afin de soutenir les bases capitalistiques du développement. Une vision féministe de l'économie du bien-être entend parvenir à une transformation systémique de notre modèle économique afin qu'il cesse de se focaliser sur la croissance du PIB et l'extraction matérielle et tende vers l'objectif de bien-être et de justice sociale et écologique<sup>[10]</sup>. Cette vision, également connue sous le nom de décroissance, est un projet politique qui s'inspire de différents mouvements, tels que l'écoféminisme, pour (1) analyser systématiquement et questionner continuellement toutes les forces qui sous-tendent ce qui est produit, comment et pour quels usages ; (2) élargir et approfondir notre compréhension des structures économiques et politiques ; et (3) examiner minutieusement l'articulation des facteurs et des forces associés. La décroissance propose une réduction équitable de la production économique et de la consommation, en particulier dans les pays développés, qui augmenterait le bien-être humain et améliorerait les conditions écologiques<sup>[20]</sup>.

Les défenseurs de l'égalité des genres et de la justice climatique exigent des actions qui respectent les droits humains, en particulier les droits des femmes et des filles dans toute leur diversité<sup>[10]</sup>. Les femmes et les filles ont le droit de participer effectivement aux efforts visant à instaurer une justice climatique ainsi que de les diriger, en tant qu'agentes de changement et détentrices de droits égaux. Une approche féministe décoloniale du changement climatique garantit l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels liés à la gouvernance climatique, dans la résolution des conflits concernant les ressources naturelles, dans l'égalité d'accès à la justice, et dans la mise en œuvre cohérente de politiques, de lois et de mécanismes de financement inclusifs et efficaces en matière de climat<sup>[2]</sup>. Selon l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD), pour atteindre les objectifs de justice climatique et de genre sur le long terme, il est essentiel de s'attaquer aux inégalités structurelles, en particulier en ce qui concerne la représentation politique, la participation à la prise de décision en matière de gouvernance environnementale ainsi que l'accès à la justice et au financement.

Différents mouvements se regroupent pour réclamer une justice climatique et de genre. Dans les pays du Sud, se matérialisent des imaginaires décoloniaux contestant les croyances et les pratiques préconçues de la pensée eurocentrique prédominante. Des alternatives concrètes au modèle de développement dominant existent déjà sur le terrain, où des solutions concrètes prennent vie. Ces initiatives basées sur la communauté et le contexte contrastent avec les solutions climatiques individualistes ou commerciales (par exemple, les voitures électriques), qui tendent à maintenir les inégalités structurelles au profit de quelques-uns. Ces initiatives pluralistes s'appuient sciemment sur un ensemble diversifié de connaissances, de méthodes et de pratiques afin de garantir des voies durables tenant compte des réalités du changement climatique. **Les initiatives menées par les femmes dans le monde entier mettent clairement en évidence un principe : pour garantir un environnement sûr, propre et sain, il faut intégrer diverses formes de savoir, encourager le respect de l'identité culturelle et spirituelle, et éliminer les différentes formes d'oppression**<sup>[25]</sup>.

# PROPOSER DE NOUVELLES CIBLES

---

## Une méthodologie pour une analyse plus approfondie des ODD

Après avoir souligné ce qui ne fonctionne pas et ce qui manque dans la réalisation d'efforts cohérents répondant aux besoins réels des personnes, et non du capital, cette publication analysera et étudiera les cibles et les indicateurs inclus dans chacun des ODD. La justice climatique et de genre, suivant une approche intersectionnelle, décoloniale et décroissante, guide la définition de nouvelles cibles qui conceptualisent une manière alternative d'évaluer les progrès réalisés, en particulier pour ce qui est des efforts d'atténuation du changement climatique. Pour concevoir ces nouvelles cibles, cette publication a suivi les étapes suivantes :

### I. DIVERSES CONTRIBUTIONS

#### Sélection des initiatives

Afin de mieux comprendre les avantages transversaux des mesures d'atténuation du changement climatique qui transforment les rapports de genre, quatre initiatives remarquables menées par des organisations de terrain ont été sélectionnées pour la diversité régionale, culturelle et thématique de leur contribution à l'atténuation du changement climatique. Les considérations et caractéristiques suivantes ont été prises en compte lors de la sélection de ces initiatives :

#### Contribution aux politiques climatiques nationales :

- ✓ Contribuer à la réalisation des objectifs nationaux (CND) et à la mise en œuvre des stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- ✓ S'adonner à des activités et des pratiques qui peuvent être reproduites à l'échelle nationale

## Contribution à l'atténuation du changement climatique – ODD 13, Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

- ✓ Se concentrer sur l'atténuation à différentes échelles et dans différents secteurs, en contribuant à l'ODD 13 – Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ✓ Garantir l'autosuffisance et un faible apport en matériaux comme en énergie (sûre, abordable et durable)

### Base communautaire

- ✓ Accepter d'être dirigé et/ou conduit localement (décentralisé)
- ✓ Obtenir des résultats pouvant être partagés et étendus (reproductibles, ne profitant pas à un seul individu)
- ✓ Promouvoir et permettre la participation des bénéficiaires à la prise de décision

### Approche genrée – ODD 5, Égalité entre les sexes

- ✓ Chercher à alléger et/ou ne pas ajouter de charges supplémentaires pour les femmes (c.-à-d. des charges de travail liées au *care*)
- ✓ Insister sur la capacité des femmes à définir et à poursuivre leurs choix de vie personnels (agencéité), sans qu'ils soient imposés de « l'extérieur »

## II. TÉMOIGNAGE À TITRE DE PREUVE

### Définition de la méthodologie

La collecte de données ventilées reste l'un des plus grands défis pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de politiques sensibles au genre. Ce défi est dû au manque de ressources financières, humaines et techniques qui faciliteraient la collecte de données ventilées à l'échelle locale ou nationale. En l'absence de données relatives au genre, il est impossible de saisir toute l'ampleur des difficultés rencontrées par les femmes et les filles pendant les crises de même que les contributions qu'elles apportent pour aider à en surmonter les effets les plus néfastes pour les ménages et les communautés<sup>[27]</sup>.

En raison du manque de données et d'informations provenant de différentes régions et initiatives, cette publication suit une méthodologie dite de systématisation des expériences, qui construit des preuves basées sur les succès et les défis des organisations de terrain qui luttent activement contre le changement climatique. Cette méthodologie permet de générer des connaissances par le biais de témoignages et d'une réflexion critique sur les facteurs qui entrent en jeu et les enseignements tirés. Elle est axée sur la construction collective de preuves en lien direct avec les parties prenantes de l'expérience. Les résultats de la systématisation améliorent la communication, la narration et la diffusion de la pertinence et de l'impact de l'initiative auprès des responsables politiques, des organisations et des communautés. Dans le contexte de l'atténuation du changement climatique, la systématisation des expériences fournit des arguments supplémentaires en faveur de la nécessité et de l'importance de concevoir des politiques climatiques sensibles au genre. Grâce à des données qualitatives, cette méthodologie produit des informations inconnues ou ignorées sur les processus mis en œuvre pour obtenir des résultats. Cette approche devient nécessaire, car les objectifs de réduction des GES manquent souvent d'une approche intersectionnelle et territoriale, ce qui les rend presque impossibles à atteindre.

### III. LE CONTEXTE PAR LE DIALOGUE

## Recueillir des données et redéfinir les cibles des ODD

#### Revue documentaire

**But :** Contextualiser les causes de la crise climatique, les cadres politiques et les efforts d'atténuation du changement climatique (p. 8-12) ; comprendre les principes clés de la justice climatique et de genre, de la décroissance, du féminisme intersectionnel et décolonial en tant qu'éléments d'une approche analytique directrice (p. 19, 20, 37, 50, 51) ; examiner les dernières données scientifiques disponibles, en particulier les rapports du GIEC (2022).

**Comment :** Examiner et analyser toute une série d'articles (universitaires et non universitaires), de webinaires, de blogs, d'articles d'opinion, de vidéos et de discussions provenant de différentes régions et dans différentes langues afin d'établir un cadre d'analyse.

#### Entretiens avec des professionnel-le-s et des responsables politiques

**But :** Comprendre les relations entre le genre, l'atténuation du changement climatique et les ODD, ainsi que la contribution des initiatives locales aux politiques nationales ; obtenir une validation externe de l'approche et de la méthodologie utilisées dans cette publication ; établir un cadre de considérations clés selon l'approche directrice pour proposer des cibles spécifiques au genre.



**Comment :** Engager des discussions semi-structurées par le biais d'appels vidéo avec plusieurs spécialistes travaillant sur : (1) les méthodes d'évaluation, (2) les évaluations de l'impact sur l'environnement et le genre, (3) le financement de l'action climatique, (4) la justice climatique et de genre, (5) l'élaboration des politiques et les institutions. Ces entretiens ont permis d'alimenter/de cultiver de nouvelles cibles pour les ODD ainsi qu'un questionnaire d'enquête pour les organisations de terrain.

## Examen des cibles des ODD et proposition de nouvelles cibles

**But :** Proposer deux nouvelles cibles (une cible générale et une cible spécifique au genre) pour chacun des ODD (p. 25-28)

**Comment :** Examiner et analyser toutes les cibles des ODD au moyen de l'approche directrice résultant de la revue documentaire et des conversations menées avec les spécialistes. Les ODD 5 et 13 n'ont pas été examinés car ils relevaient des critères de sélection des initiatives. Une ou deux cibles par ODD ont été sélectionnées et, après avoir identifié les lacunes, de nouvelles cibles ou des cibles adaptées ont été proposées.

## Questionnaire pour les membres et les responsables communautaires de chaque organisation

**But :** Comprendre le sens donné aux cibles et résultats concrets pour les organisations locales

**Comment :** Définir et intégrer des questions relatives à chaque cible dans un questionnaire basé sur les nouvelles versions des cibles (nouvelles ou adaptées). Le questionnaire a ensuite été envoyé aux organisations avec quatre niveaux de réponse possibles (aucun, faible, moyen, élevé).

## Entretiens avec des membres et des responsables communautaires de chaque organisation

**But :** Comprendre les avantages transversaux des initiatives de transformation du genre



**Comment :** Engager des discussions semi-structurées avec des responsables d'organisations pour comprendre les motivations ayant conduit à la création d'une solution, le contexte de la région et celui de la communauté, les moments clés du projet, les changements générés par sa mise en œuvre et les défis persistants pour la suite.








## Intégration et présentation des résultats




**But :** Proposer des cibles spécifiques au genre et présenter des modèles alternatifs pour lutter contre les causes structurelles de la crise climatique.

**Comment :** Examiner les cibles et les questions élaborées précédemment, puis intégrer les perspectives et les points de vue des responsables communautaires afin d'alimenter les nouvelles cibles. Les preuves de ces avantages transversaux sont décrites dans les sections consacrées à chaque initiative ou organisation (p. 29-77).

ODD	Cible	Question directrice
<p><b>1 PAS DE PAUVRETÉ</b></p> 	<p>Promouvoir et mettre en œuvre des stratégies de développement alternatives et intersectionnelles afin de surmonter les obstacles liés à l'éradication de la pauvreté **</p> <p>D'ici 2030, faire en sorte que tous les hommes et toutes les femmes, <b>dans toute leur diversité</b>, en particulier les pauvres et les <b>communautés marginalisées</b>, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers, y compris la microfinance *</p>	<p>Cette solution climatique favorise-t-elle l'émergence de modèles de développement alternatifs et intersectionnels permettant de surmonter les obstacles liés à l'éradication de la pauvreté ?</p> <p>Cette solution climatique contribue-t-elle à l'égalité en matière de répartition et d'opportunités permettant aux hommes et aux femmes, dans toute leur diversité, de posséder et de contrôler des terres, de nouvelles technologies et des services financiers ?</p>
<p><b>2 FAIM «ZÉRO»</b></p> 	<p>D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire durables, <b>plutôt qu'industrialisés et à grande échelle</b>, et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols *</p> <p>Garantir une répartition égale du pouvoir entre les hommes et les femmes, dans toute leur diversité, au sein des espaces de décision concernant les systèmes de production alimentaire et les pratiques agricoles **</p>	<p>Cette solution climatique favorise-t-elle l'émergence de pratiques agricoles durables et résilientes ?</p> <p>Comment cette solution climatique favorise-t-elle l'égalité de pouvoir dans les processus décisionnels entre les hommes et les femmes, dans toute leur diversité, en ce qui concerne les pratiques agricoles ?</p>
<p><b>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b></p> 	<p>D'ici à 2030, <u>réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol</u>, <b>en reconnaissant les effets différenciés des substances toxiques et chimiques selon le genre</b> *</p> <p>Réduire l'exposition des femmes aux polluants/contaminants en facilitant l'accès et l'utilisation de technologies climatiques renouvelables et durables **</p>	<p>Ce projet a-t-il contribué à réduire les émissions de polluants/contaminants dans l'environnement ?</p> <p>Cette initiative réduit-elle l'exposition des femmes aux polluants/contaminants dans leur vie quotidienne ?</p>
<p><b>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</b></p> 	<p>D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits humains, de l'égalité hommes-sexes, et de la promotion d'une culture de paix et de non-violence</p>	<p>Cette initiative offre-t-elle des possibilités de formation et sensibilise-t-elle aux modes de vie durables ?</p>

ODD	Cible	Question directrice
<p><b>4</b> ÉDUCATION DE QUALITÉ</p> 	<p>D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle</p>	<p>Cette solution permet-elle de renforcer la conscientisation et les connaissances relatives aux droits des femmes et à l'égalité hommes-femmes par le biais de la formation et de la sensibilisation ?</p>
<p><b>6</b> EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p> 	<p>D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau</p>	<p>Cette initiative permet-elle de réduire ou d'éviter la pollution de l'eau au sein de la communauté et de favoriser une (ré)utilisation sûre de cette ressource ?</p>
<p><b>7</b> ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> 	<p>D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques renouvelables fiables, durables, abordables, <b>décentralisés et appartenant à la communauté</b> *</p> <p>Garantir l'égalité d'accès et de pouvoir de décision en ce qui concerne les services énergétiques renouvelables abordables, durables, fiables, <b>décentralisés et appartenant à la communauté</b> *</p>	<p>Cette solution climatique garantit-elle l'accès à des services énergétiques renouvelables abordables, durables et fiables dans le cadre d'une approche décentralisée ?</p> <p>Cette solution climatique garantit-elle l'égalité d'accès et de participation aux processus décisionnels en ce qui concerne les services énergétiques renouvelables abordables, durables et fiables ?</p>
<p><b>8</b> TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> 	<p>Promouvoir et mettre en œuvre des voies alternatives de développement qui mettent l'accent sur le <i>care</i>, la solidarité, l'autonomie et le bien-être socioécologique plutôt que sur la croissance économique et les profits individuels **</p> <p>Promouvoir et atteindre le plein emploi et garantir un travail décent aux femmes et aux hommes, dans toute leur diversité, y compris les jeunes et les personnes handicapées, en reconnaissant, en réduisant et en redistribuant le travail non rémunéré et le <i>care</i> **</p>	<p>Cette solution climatique encourage-t-elle des modèles économiques alternatifs favorisant une transition vers le <i>care</i>, la solidarité, l'autonomie et le bien-être socioécologique ?</p> <p>Cette solution climatique s'attaque-t-elle à la pauvreté en temps, réduit-elle la charge de travail et/ou évite-t-elle d'exacerber les inégalités existantes ?</p>
<p><b>9</b> INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p>Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente ainsi que l'octroi de subventions pour sa mise en œuvre dans les pays en développement en renforçant l'appui technologique et technique apporté de manière décoloniale, localisée et décentralisée aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement **</p>	<p>Cette solution/projet/initiative climatique met-elle en œuvre des stratégies destinées à accroître les compétences et les connaissances relatives aux technologies résilientes au changement climatique ainsi qu'aux pratiques innovantes ?</p>

ODD	Cible	Question directrice
<p><b>9</b> INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p>Faciliter la mise en place d'infrastructures durables et sensibles au genre afin de réduire et de redistribuer la charge de travail liée au <i>care</i> des femmes et des filles en satisfaisant divers besoins **</p>	<p>Cette solution fournit-elle des outils technologiques sensibles au genre permettant de réduire et de redistribuer les charges de travail non rémunérés liés au <i>care</i> ?</p>
<p><b>10</b> INÉGALITÉS RÉDUITES</p> 	<p>D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur genre, de leur handicap, <b>de leur race</b>, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre</p>	<p>Cette solution climatique favorise-t-elle l'intégration sociale, économique et politique de toutes les personnes en tenant compte des différents niveaux de discrimination fondés sur l'âge, le sexe, le handicap, l'appartenance ethnique, l'origine, la religion, le niveau d'études, le statut économique ou tout autre statut, ce que l'on désigne également par le terme d'intersectionnalité ?</p>
<p><b>11</b> VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p> 	<p>Assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable</p>	<p>Cette solution améliore-t-elle l'accès à un logement et à des services publics de base sûrs et abordables ?</p>
<p><b>12</b> CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> 	<p>Renforcer la participation des femmes à la planification territoriale et à l'urbanisation inclusive et durable **</p>	<p>Cette initiative favorise-t-elle l'inclusion des femmes dans les espaces de décision liés à la planification territoriale et à l'utilisation des sols ?</p>
<p><b>14</b> VIE AQUATIQUE</p> 	<p>D'ici à 2030, réduire considérablement l'utilisation de ressources naturelles dans les modes de production et de consommation, ainsi que la production de déchets, par des changements de comportement en matière de prévention, de réduction, de recyclage et de réutilisation **</p>	<p>Cette solution climatique favorise-t-elle les changements de comportement en vue d'une utilisation efficace et/ou réduite des ressources naturelles dans les modes de production et de consommation ?</p>
<p><b>14</b> VIE AQUATIQUE</p> 	<p>Renforcer le rôle des femmes et des communautés marginalisées dans la gestion durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles **</p>	<p>Cette initiative renforce-t-elle la contribution active des femmes, dans toute leur diversité, aux stratégies de gestion durable des ressources ?</p>
<p><b>14</b> VIE AQUATIQUE</p> 	<p>Gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans</p>	<p>Cette initiative contribue-t-elle à l'élaboration d'un modèle de gestion marine/côtière durable et inclusif bénéficiant aux communautés locales ?</p>
	<p>Améliorer la conservation des océans et de leurs ressources et les exploiter de manière plus durable en soutenant les pratiques des pêcheuses et des pêcheurs à petite échelle **</p>	<p>Cette solution intègre-t-elle une perspective de genre dans la gestion durable des écosystèmes maritimes/côtiers, en soutenant les initiatives des femmes visant à assurer leur protection ?</p>

ODD	Cible	Question directrice
<b>15</b> VIE TERRESTRE 	Garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	Cette solution climatique contribue-t-elle à la conservation et/ou au développement de la biodiversité ?
	Garantir une participation équitable et significative des hommes et des femmes, dans toute leur diversité, au sein des espaces de décision où sont définies l'utilisation et la conservation des écosystèmes **	Cette solution climatique contribue-t-elle à une participation équitable et significative des hommes et des femmes, dans toute leur diversité, au sein des espaces de décision où sont définies l'utilisation et la conservation des écosystèmes ?
<b>16</b> PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 	Réduire les conflits et renforcer les relations de confiance au sein des communautés via une approche sensible au genre **	Cette solution climatique contribue-t-elle à réduire les conflits dans les communautés ou les zones voisines ?
	Garantir la participation interactive, inclusive, significative et représentative de toutes les personnes, dans toute leur diversité, aux espaces de décision, à tous les niveaux **	Cette solution climatique renforce-t-elle la participation significative et représentative des femmes, dans toute leur diversité, aux institutions décisionnelles, à tous les niveaux ?
<b>17</b> PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 	Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière	Cette solution pourrait-elle favoriser un dialogue multisectoriel/multipartite auquel la communauté participerait de manière significative et dans le cadre duquel la communauté coordonnerait les intérêts des différents acteurs ?
	Encourager et promouvoir l'adoption d'une approche sensible au genre dans la conception et la mise en œuvre de partenariats publics, public-privé et avec la société civile **	Cette initiative favorise-t-elle l'intégration d'une perspective de genre dans la conception et la mise en œuvre de partenariats publics, public-privé et avec la société civile ?

## Astérisques

\* Cible modifiée. Les mots soulignés indiquent les modifications.

\*\* Cible alternative proposée.

*Les cibles sans astérisques n'ont pas été modifiées.*

# ENDA COLOMBIA

---

Une alternative de développement selon  
un modèle d'économie solidaire





**À Bogota, ENDA Colombia s'efforce de renforcer l'agencéité des quartiers populaires de la ville, en augmentant leur pouvoir en tant qu'acteurs et responsables politiques pour s'attaquer aux causes structurelles des conflits politiques, économiques, sociaux et environnementaux au sein de leurs territoires.**

Pour ce faire, ENDA Colombia a développé un modèle urbain holistique comprenant jardinage résilient au climat, consommation responsable et reconnaissance formelle des femmes recycleuses en tant qu'agentes de changement environnemental et prestataires de services publics.

Ce projet collectif bouscule les masculinités toxiques et s'attaque aux inégalités de genre fondées sur la double discrimination à laquelle sont confrontées les femmes recycleuses. Grâce à un programme de formation des formateurs (ToT - Training of Trainers) sur la gestion des ressources naturelles et la participation politique, les femmes recycleuses consolident leurs compétences en matière de leadership et prennent le contrôle de leurs revenus.





femmes recycleuses  
reconnues **comme**  
**agentes de changement**  
**environnemental et**  
**prestataires de services**  
**publics**



**initiatives d'épargne et**  
**de crédit** créées par et  
pour les femmes en tant  
qu'alternative au système  
bancaire formel



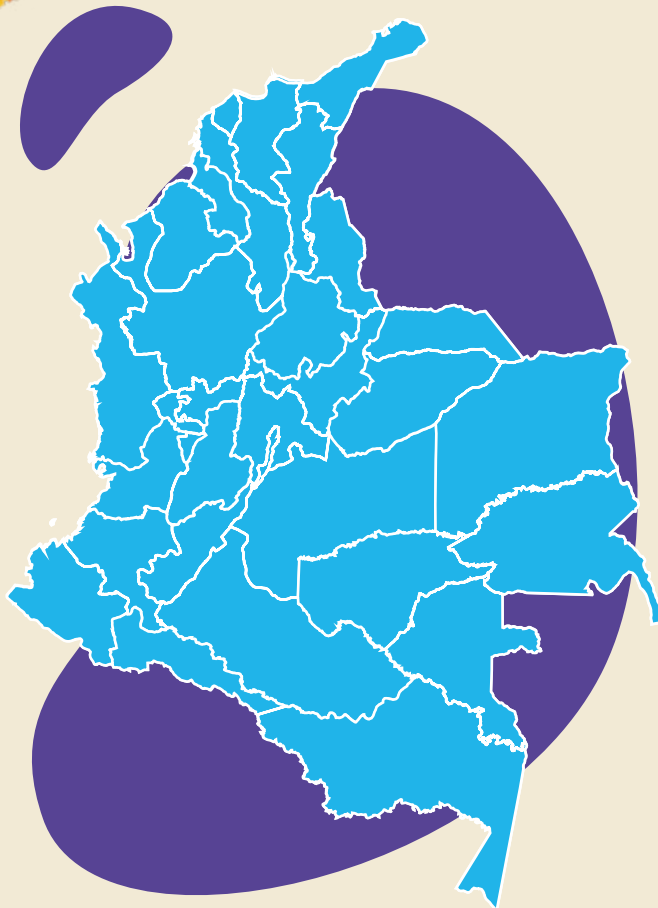
**femmes ont participé aux**  
**processus décisionnels**  
**municipaux** concernant  
l'environnement, l'égalité de  
genre et les budgets locaux





## Localisation

La Colombie est un pays très important sur le plan environnemental. C'est le deuxième pays le plus riche en biodiversité au monde après le Brésil ; il compte le plus grand nombre d'espèces d'oiseaux et d'orchidées, et 53 % de son territoire est recouvert de forêts. En raison de la richesse et de la valeur des écosystèmes colombiens, les politiques et les activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique menées dans le pays sont non seulement importantes mais nécessaires.



Part annuelle mondiale des émissions de CO<sub>2</sub> :

**0.26 %**

Classement selon la vulnérabilité du pays au changement climatique :

**98<sup>e</sup>**



Classement selon l'indice de développement humain

**83<sup>e</sup>**

Classement selon l'indice mondial de l'écart entre les genres

**59<sup>e</sup>**

## Contribution aux politiques climatiques nationales

La Colombie reconnaît qu'une économie circulaire est un élément clé de l'atténuation et de la réduction de l'impact négatif du changement climatique sur la santé et les écosystèmes. L'une des priorités de la stratégie climatique nationale à long terme pour 2050 consiste à réduire les déchets solides destinés à l'élimination finale en utilisant des technologies émergentes pour la prévention, la réutilisation, le recyclage et le traitement<sup>[28]</sup>. ENDA Colombia, grâce à son approche communautaire et sensible au genre de la gestion de l'environnement urbain, déploie des alternatives au recyclage et à la gestion des déchets qui contribuent à la réalisation de ces objectifs et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'économie circulaire<sup>[29]</sup>.

**Objectif de réduction des émissions d'ici à 2030 :**

**51 %**

**Taux de recyclage et nouvelle utilisation des déchets 2021 :**

**16 %**

**Part des femmes parmi les recycleurs et recycleuses enregistré(e)s à Bogota**

**42 %**



## Contribution à l'atténuation du changement climatique

ENDA Colombia reconnaît que le changement climatique a non seulement des répercussions sur l'environnement mais aussi sur les personnes, et en particulier sur les femmes dans toute leur diversité et sur la population en situation de pauvreté. Dans le cadre de son engagement en faveur de l'atténuation du changement climatique, l'organisation a accompagné et motivé la création de collectifs de recycleurs et recycleuses dirigés par des femmes, lesquels ont favorisé la participation collective dans les espaces de décision relatifs à la gestion environnementale, politique et sociale du territoire.




Cette initiative d'atténuation du changement climatique défend le rôle des femmes recycleuses en tant que défenseuses de l'environnement et agentes de changement. ENDA a aidé les collectifs de recycleurs et recycleuses à garantir un prix standard par kilogramme de déchets recyclés, ce qui a constitué une étape clé vers une indépendance économique stable et vers la reconnaissance de la contribution des femmes à la réduction des émissions de GES.

## Approche communautaire

ENDA Colombia soutient les associations de ramassage de déchets de Bogota depuis plus de 30 ans. Progressivement, l'organisation a renforcé la participation politique et les capacités de plaidoyer des femmes recycleuses et de leurs familles. Son approche est multisectorielle et intersectionnelle, car ENDA Colombia estime que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci ne peuvent être efficacement assurées sans comprendre la relation historique entre la domination, la discrimination et l'injustice sociale auxquelles les femmes, dans toute leur diversité, ont été soumises du seul fait d'être femmes, pauvres et, pour beaucoup d'entre elles, victimes de conflits armés.

## Prise en compte des questions de genre

ENDA Colombia a organisé des formations et aménagé des espaces de plaidoyer pour lutter contre le problème de la violence basée sur le genre auquel sont confrontées de nombreuses femmes ramasseuses de déchets, non seulement chez elles mais aussi dans la rue, qui leur tient lieu d'espace de travail. En outre, ENDA a mené des activités éducatives visant à dénaturer ce problème afin que les hommes, les femmes et les jeunes aient une meilleure connaissance des pratiques communautaires qui sont discriminatoires à l'égard des femmes et menacent leur dignité et leurs droits. Grâce à de multiples ateliers et à un dialogue permanent, l'organisation a renforcé l'expertise des femmes en matière de plaidoyer, de communication, d'alternatives économiques et, plus généralement, de capacités de gestion des ressources.



*« Comment démocratiser le pouvoir afin que les décisions soient prises pour le bien commun selon une vision féministe du monde ? »*

**Ma.Victoria Bojacá**

# Contribution transformatrice aux ODD



**Cette solution climatique a encouragé les changements de comportement par le biais d'une utilisation efficace et réduite des ressources naturelles au niveau de la production comme de la consommation.**

ENDA Colombia a sensibilisé les riverains et les communautés à l'importance du tri des déchets, de l'économie circulaire, de la consommation responsable et de l'utilisation des ressources par le biais d'une activité baptisée « Recitrueque ». Ce projet consiste à échanger du plastique contre des objets récupérés dans la rue lors du travail de recyclage ou contre des légumes récoltés dans les jardins communautaires. La communauté a aménagé des terrasses destinées à l'agriculture urbaine, à la conservation des semences et à la fourniture de produits sains et d'aliments biologiques à des prix abordables. Grâce à des alliances avec des communautés autochtones, les jeunes et les enfants participent activement au jardinage communautaire et apprennent à préserver l'alimentation traditionnelle et les semences autochtones. Recitrueque propose un modèle engageant et durable permettant de récupérer les espèces autochtones et d'encourager la consommation de produits traditionnels obtenus dans la région.

Cette initiative témoigne d'une autre façon de concevoir le territoire, en le construisant collectivement. À travers de multiples campagnes, elle propose une réponse alternative au capitalisme dans le sens où la communauté a développé une autre manière d'agir et d'être dans ce monde sans épuiser les ressources naturelles et en conservant la possibilité de mener une vie digne non seulement aujourd'hui, mais aussi pour les générations futures. Par exemple, un organe de surveillance des quartiers a été créé pour lutter contre les politiques gouvernementales visant à mettre en place exclusivement des infrastructures à des fins de croissance. D'après le témoignage de l'organisation, il s'agit de processus de longue haleine visant à provoquer une nouvelle prise de conscience culturelle/collective. C'est pourquoi il est essentiel de travailler dès le départ avec les jeunes et les enfants à l'école et à la maison afin de garantir une compréhension et une participation précoces.



## La décroissance comme voie alternative au développement capitaliste

La décroissance est un mouvement, un projet politique, une voie visant à explorer et à rendre possible une transformation systémique. Il ne s'agit pas d'un terme arrêté, mais d'un terme qui s'appuie sur de longues expériences de résistance et de lutte dont il tire des enseignements. La décroissance critique et propose une alternative au concept de croissance économique, en particulier dans les pays du Nord, qui repose sur des modèles colonialistes et capitalistes d'appropriation et d'accumulation des ressources naturelles et du travail. Outre la critique de la croissance, ce mouvement met en avant le fait que le produit intérieur brut (PIB) est une mesure qui accroît les inégalités, en particulier entre les pays du Nord et ceux du Sud, en tant qu'instrument hégémonique et colonisateur des pays dits développés<sup>[30]</sup>. Comme le révèlent un nombre croissant d'études, les pays à revenu élevé sont les principaux moteurs de l'effondrement écologique mondial<sup>[31]</sup>, et les pertes et dommages permanents qui en résultent pèsent de manière disproportionnée sur les pays du Sud.

La décroissance invite à lutter contre la surexploitation et la surconsommation par une réduction drastique de l'utilisation des ressources et de l'énergie par les pays et les communautés du Nord, tout en s'efforçant de promouvoir l'égalité : la justice sociale, la justice de genre et la justice climatique. Dans la lignée de l'écoféminisme et de l'économie féministe, la décroissance propose diverses réformes radicales, allant d'une économie solidaire à une redistribution radicale des revenus et des richesses, en passant par la valorisation du travail de reproduction et de *care*<sup>[32]</sup>.

En Amérique latine, notamment en Équateur et en Bolivie, le Buen Vivir (« bien vivre ») apparaît comme une proposition alternative de développement émanant de groupes marginalisés, exclus, exploités, ou même détruits. Il a été façonné par les cris de guerre passionnés des peuples et des nations autochtones exigeant un processus de décolonisation aux niveaux politique, social, économique et culturel de sorte que les populations puissent vivre en harmonie entre elles, avec leur communauté et avec la nature<sup>[25]</sup>.

« La décroissance est une invitation à entreprendre le long et inévitable processus de décolonisation de nos imaginaires de croissance, passant d'une prise de conscience culturelle à une transformation systémique et matérielle changeant nos pratiques quotidiennes »<sup>[33]</sup>.



## Cette solution climatique intègre une approche différente du modèle économique actuel et propose une mutation vers le care, la solidarité, l'autonomie et le bien-être socioécologique

---

Des jeunes, des adultes et des personnes âgées de la banlieue nord de Bogota s'unissent pour participer à des actions de résistance et d'expression culturelle dans le but de faire face aux politiques d'extraction, de protester contre les infrastructures rigides axées sur la croissance et de dénoncer les actes de violence. La communauté a forgé son propre modèle de développement de son territoire basé sur un processus d'autonomisation multidimensionnel reposant sur une approche de genre. Ce modèle vise à influencer les politiques publiques en faveur des droits des femmes, dans toute leur diversité, et en faveur de la communauté dans son ensemble. Grâce à une économie solidaire et aux principes du Buen Vivir, la communauté conçoit une autre façon de penser en disant « non » aux systèmes patriarcaux et capitalistes qui étouffent la voix de certaines personnes et accordent des privilèges à une poignée d'autres.

La communauté concentre ses actions sur la construction de la paix et la protection de l'environnement en tant qu'axes centraux faisant écho aux luttes historiques du pays. Lorsque la communauté se réunit pour procéder à un suivi environnemental en vue du rétablissement de zones naturelles, les valeurs de propriété et de conservation du territoire émergent. Les populations commencent alors à se considérer comme les protagonistes de leur propre histoire et de leur propre vie.

Dans le cadre de cette solution climatique, l'organisation a réussi à tisser et à renforcer des liens de confiance avec et entre les responsables de la communauté et les groupes de femmes recycleuses. En guise d'acte fondateur, les groupes ont créé un programme de prêt et d'épargne dirigé par et pour les femmes locales. Cette initiative, baptisée « *Bancomunal* », tient compte des obstacles discriminatoires auxquels elles sont confrontées dans les systèmes bancaires formels, de leurs contraintes de temps et de leurs besoins.

Fondé sur la confiance, la solidarité et l'empathie, ce modèle communautaire a renforcé l'autonomisation collective, garantissant un soutien générationnel aux différentes initiatives à mesure que les parties prenantes œuvrent à leur propre développement.



**Cette solution climatique place l'intersectionnalité au cœur de ses actions, en comprenant les différents défis et besoins et en s'engageant activement dans des campagnes et des plaidoyers.**

L'intersectionnalité est au cœur des actions de cette initiative puisque ENDA travaille avec une population qui souffre de discrimination systémique en tant que femmes, recycleuses et vivant en situation de pauvreté ; beaucoup d'entre elles sont afrodescendantes, LGBTIQ+, migrantes, autochtones et/ou victimes de conflits armés. Ce projet entend par intersectionnalité la reconnaissance du genre comme une question transversale dans la lutte pour la réalisation des droits humains collectifs, sociaux, politiques et environnementaux des populations discriminées ou opprimées.

Avec une approche intersectionnelle, ENDA a mené des évaluations de genre auprès des femmes recycleuses par le biais d'enquêtes et d'entretiens. Ceux-ci permettent de disposer d'une image plus précise de la situation du genre dans un contexte donné, grâce à l'analyse du cadre légal ou institutionnel d'une part, et des réalités sociales à l'intérieur et à l'extérieur des ménages de la communauté d'autre part. Ce faisant, l'évaluation identifie la répartition du pouvoir, des ressources et des opportunités entre les femmes et les hommes.







Par le biais d'un système d'indicateurs, ENDA Colombia cherche à mieux comprendre l'autonomie des femmes dans toutes les dimensions du développement humain, en tenant compte de facteurs tels qu'une vie sans violence, la réalisation d'objectifs personnels ainsi que l'accès aux services publics, tels que les garderies, en vue d'augmenter le temps libre. Le projet utilise deux méthodologies (la « grille d'autonomisation » et les « actifs-passifs ») pour suivre l'évolution de la qualité de vie des femmes participantes. Par exemple, la qualité de vie peut être mesurée par le nombre de femmes qui ont entrepris ou repris des études, par le nombre de femmes qui signalent des violences basées sur le genre de la part de leur partenaire, ou par le niveau de liberté financière de ces femmes.

Cette expérience a montré que pour appréhender une amélioration du bien-être, il est important d'aller au-delà des mesures traditionnelles et des indicateurs quantitatifs. La confiance et l'autonomie sont deux de ces éléments clés supplémentaires. L'intersectionnalité permet également de comprendre que la discrimination de genre ne se manifeste pas uniquement dans un seul aspect de la vie quotidienne, mais qu'elle affecte le développement intégral des femmes.



**Cette solution climatique a permis une participation significative et représentative des femmes, dans toute leur diversité, aux institutions décisionnelles à différents niveaux.**

L'une des dimensions essentielles des processus et des projets d'ENDA a toujours été la construction d'un (nouveau) leadership au sein de la communauté selon une approche fondée sur le genre et les droits humains. Dans une optique de démocratisation du pouvoir, l'organisation ouvre des espaces de participation et de décision aux femmes, dans toute leur diversité, afin de mettre en œuvre une vision féministe de l'aménagement du territoire.

Ces processus, guidés par ENDA Colombia, renforcent les capacités de leadership ainsi que d'autres compétences des femmes afin qu'elles soient en mesure de défendre une culture fondée sur les droits et l'égalité. L'organisation met en place des sessions d'alphabétisation et de partage des connaissances qui permettent aux femmes de passer d'un espace privé à un espace public, en renforçant leur estime de soi, leur confiance et leur propre reconnaissance en tant qu'agentes de changement. Ce mouvement permet aux femmes de s'identifier et de se coordonner entre elles pour occuper des postes de direction, de conseil et d'organisation, qui étaient jusque-là principalement occupés par des hommes.

Par le biais d'activités centrées sur les femmes, les droits humains, les mécanismes de participation, l'éducation à l'environnement et la gestion des terres, ENDA a fourni aux femmes, dans toute leur diversité, davantage d'outils permettant de favoriser un modèle de développement basé sur le bien-vivre (*el Buen Vivir*) et de rompre avec le modèle capitaliste dominant.

Ce parcours de résistance pour la revendication des droits des femmes recycleuses dans les espaces de décision locaux crée des opportunités au sein de la communauté non seulement en termes d'alphabétisation mais aussi de sororité entre les membres du groupe. Les femmes ont reconnu leur droit au temps libre et à profiter d'autres espaces de loisirs, de repos et d'apprentissage en dehors de leur foyer et de leur famille. C'est pourquoi les femmes qui ramassent les déchets ont commencé à soulever le problème de la pauvreté en temps dans les espaces de discussion et ont utilisé des plateformes participatives pour exiger des autorités locales qu'elles accordent une plus grande attention à ces problématiques.

## Trois moments clés de leur transformation systémique



- 1** Trois rencontres du savoir avec d'autres collectifs de femmes du pays, lors desquelles sont explorés d'autres modèles d'appropriation territoriale et d'économie solidaire remettant en cause le modèle capitaliste et extractiviste traditionnel.
- 2** La première élection d'une femme en tant que membre du conseil municipal au sein de la communauté a favorisé la reconnaissance publique du travail des femmes sur le territoire et a constitué une étape importante en vue de rompre avec la culture machiste.
- 3** Activités culturelles et solidaires annuelles au cours desquelles la communauté se rassemble autour du *care* et de la défense de son territoire.

# ENDA GRAF SAHEL

---

Une transition sensible au genre est possible en se tournant vers une économie du *care*





## **Enda Graf Sahel utilise une approche sexotransformatrice en vue d'atténuer les conséquences de la montée des eaux, de la salinisation des sols et de la surpêche industrielle dans le delta du fleuve Saloum.**

L'organisation soutient les pêcheuses de sept villages du Sénégal dans la réhabilitation de l'écosystème de la mangrove et dans le développement de modèles de pêche durables grâce à la reforestation, au jardinage biologique, au repeuplement en crustacés et à leur transformation à l'aide de l'énergie solaire. Pour renforcer ses activités d'atténuation, Enda a distribué des fours solaires servant à sécher et à traiter le poisson et les crustacés, ce qui a permis de réduire de 75 % les émissions dues au bois de chauffage.

L'objectif de ce modèle de solution climatique est de faire en sorte que les rôles et les initiatives des pêcheuses soient reconnus et mieux considérés au sein de la communauté et dans les espaces de décision et politiques. À cette fin, les femmes sont formées à la prise de parole en public et à la défense de leurs intérêts afin de devenir des membres actives des comités de pêche locaux et afin que soient intégrées leurs besoins, leurs connaissances et leur vision dans la réglementation relative aux activités de pêche. En effet, la surexploitation du delta a poussé les pêcheurs et pêcheuses à exploiter des ressources situées dans des zones protégées. Enda Graf Sahel a largement contribué à modifier les relations de pouvoir et la division du travail au sein des communautés de pêche du delta du Saloum. Une évaluation des questions de genre, comprenant des groupes de discussion et des enquêtes menées auprès de 200 ménages, a permis de comparer les activités quotidiennes des hommes et des femmes en 2021. Les résultats ont été particulièrement enrichissants pour les hommes qui comprennent désormais mieux la lourde charge de travail de *care* non rémunéré des femmes. L'évaluation des questions de genre a conduit à une redistribution plus équilibrée des tâches et à une réduction de la violence basée sur le genre au sein des ménages du village.

# 500

pêcheuses ont été formées à la **prise de parole en public, au leadership et à la défense de leurs intérêts**

# 20

**dirigeantes** ont intégré des organes locaux de réglementation de la pêche

# 180

femmes ont généré de nouveaux revenus et

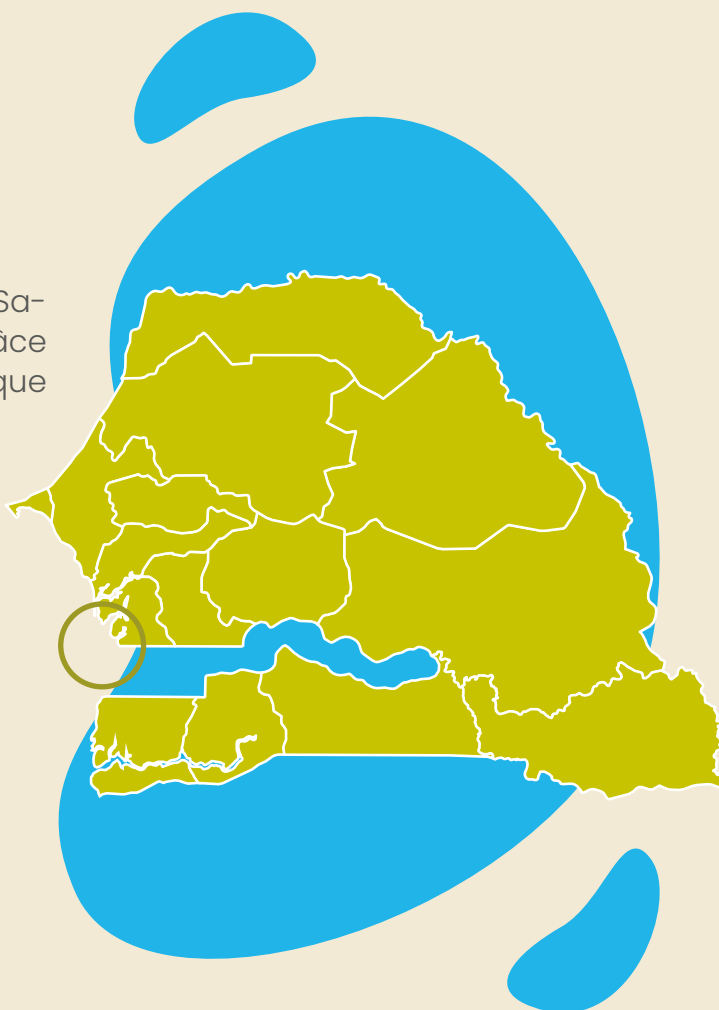
# 200

ont bénéficié d'un nouveau système de fonds renouvelable stimulant la transition énergétique



## Localisation

L'écosystème de la mangrove du delta du Saloum a été classé réserve de biosphère grâce à la grande richesse de sa faune aquatique et aviaire. Il est formé par les bras de trois fleuves, les forêts de mangrove, les zones côtières atlantiques et les forêts sèches. Le delta du Saloum revêt une grande importance environnementale et socioéconomique car le poisson est la principale source d'alimentation de la population sénégalaise et fournit des emplois formels et informels à  $\pm 700\ 000$  Sénégalais et Sénégalaises. Sa détérioration continue causée par la surpêche menace la stabilité de l'écosystème et des espèces qui y vivent, créant une concurrence entre les poissonniers traditionnels et les femmes transformatrices pour les prises locales<sup>[34]</sup>.



Part annuelle mondiale des émissions de CO<sub>2</sub> :

**0,03 %**

Classement selon la vulnérabilité du pays au changement climatique :

**33<sup>e</sup>**

Indice de développement humain :

**168<sup>e</sup>**

Indice mondial de l'écart entre les genres :

**104<sup>e</sup>**



## Contribution aux politiques climatiques nationales

Les politiques environnementales et de développement du Sénégal reflètent l'engagement à réduire les émissions de GES, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Le pays a adopté le Plan Sénégal Émergent (PSE)<sup>[35]</sup> qui constitue le cadre de développement socioéconomique à moyen terme (2023) et à long terme (2035). Le PSE envisage une transformation structurelle de l'économie et encourage un développement plus équilibré et durable des secteurs agricole et halieutique en soutenant les pratiques de régénération naturelle de l'agriculture et de la pêche. Le Sénégal entend également augmenter sa couverture forestière et favoriser la restauration de la mangrove. Dans le but de promouvoir le développement humain, le pays a élaboré à partir de 2005 la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre (SNEEG)<sup>[36]</sup> afin d'éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes et de garantir la participation des femmes dans les espaces de décision ainsi que leur accès aux ressources et aux bénéfices. ENDA Graf Sahel contribue aux politiques nationales de lutte contre le changement climatique grâce à son initiative sexotransformatrice qui réhabilite l'écosystème de la mangrove et, par conséquent, favorise la pêche durable et la transition énergétique. L'inclusion des femmes dans les processus décisionnels relatifs à la réglementation de la pêche et à la gestion des ressources est un pas vers la justice climatique et de genre dans la région.



Objectif de réduction des émissions d'ici à 2030 :

**29.5 %**

Les protéines consommées au Sénégal proviennent du secteur de la pêche à :

**80 %**

Emplois directs fournis par le secteur de la pêche au Sénégal, principalement par la pêche artisanale en 2019 :

**+86,000**



## Contribution à l'atténuation du changement climatique

Enda Graf Sahel est consciente du fait que la détérioration de l'écosystème du delta du Saloum non seulement fait peser la menace de graves problèmes climatiques et environnementaux sur la population sénégalaise, mais met également en péril leur tradition culturelle, leur économie et leur sécurité alimentaire. Par conséquent, l'organisation a créé, avec plus de 4 800 femmes, une stratégie de protection et de *care* basée sur le transfert de connaissances, le plaidoyer, la reforestation et l'utilisation d'énergies renouvelables, qui a amélioré la résilience d'un site unique inscrit au patrimoine de l'UNESCO. La communauté a reconnu que les mangroves sont essentielles à la protection contre l'érosion côtière.

Étant donné qu'au Sénégal, la cueillette des crustacés et l'ensemencement des palourdes sont traditionnellement effectués par les femmes, cette stratégie permet de former les pêcheuses, dans toute leur diversité, aux espèces de la mangrove et à la reforestation. Elle encourage également l'utilisation d'alternatives à base d'énergie solaire et l'accès à ces dernières afin de cuire et sécher le poisson et les crustacés et de les conserver ainsi plus longtemps. Ces initiatives contribuent non seulement à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, mais garantissent également la sécurité alimentaire, favorisent le développement économique autonome et réduisent la charge de travail des femmes.

## Approche communautaire

Enda Graf Sahel travaille avec des groupes de femmes pêcheuses et transformatrices, dans toute leur diversité, ainsi qu'avec des comités de pêcheurs et pêcheuses, afin de faciliter le dialogue avec les autorités locales et nationales en ce qui concerne la réglementation de la pêche et l'exportation des produits de la pêche. Dans le cadre de ce travail communautaire, les membres se sont attachés à renforcer leurs capacités organisationnelles, à promouvoir l'échange de connaissances entre les collectifs et les organisations de l'industrie de la pêche, et à créer des alliances de défense de leurs intérêts pour que les responsables prennent en compte leurs demandes et leurs besoins. L'organisation a mis en place un réseau national de femmes de la pêche artisanale (REFEPAS) comptant 30 000 membres afin de participer à la conception et à la mise en œuvre des politiques, afin d'obtenir la reconnaissance officielle de leur travail et afin de leur permettre d'accéder à des formations et à des possibilités de financement. Enda Graf Sahel fait participer des membres de la communauté à toutes les phases de ce processus de plaidoyer afin de garantir la transparence, de répondre à leurs besoins et de démanteler les croyances machistes tout en reconnaissant les femmes comme des agentes de changement.



## Prise en compte des questions de genre

Le projet encourage le leadership des femmes et leur acquisition de connaissances en vue de soutenir l'économie locale et d'assurer la sécurité alimentaire dans le delta du Saloum. À cette fin, Enda Graf Sahel renforce l'autonomie économique, l'estime de soi et la participation des femmes, dans toute leur diversité, afin qu'elles disposent d'un plus grand contrôle sur la production et les revenus. L'organisation a également mené en 2021 une étude sur la charge de travail non rémunérée et la pauvreté en temps des femmes par le biais d'enquêtes et d'entretiens menés auprès de 200 ménages. Les résultats montrent que la plupart des femmes consacrent 18 heures au travail domestique, aux tâches de *care* quotidiennes et à la production économique sans aucune compensation économique. Cette conclusion a été communiquée par le biais de films et de pièces de théâtre afin de sensibiliser la communauté. Ainsi, les hommes, en particulier les jeunes, ont modifié leur comportement de sorte à partager activement les tâches de *care* au sein du ménage. Ce changement de comportement a favorisé l'implication des femmes dans des activités économiques autosuffisantes.

# Contribution transformatrice aux ODD



**Cette solution climatique a favorisé l'émergence de modèles alternatifs permettant de surmonter les obstacles à l'accès, à la propriété, au contrôle des terres, aux nouvelles technologies et aux services financiers, entre autres, et a permis d'assurer la mise en œuvre de ces modèles.**

Bien que le droit sénégalais accorde les mêmes droits de propriété foncière aux hommes et aux femmes, la gouvernance foncière est décentralisée et les décisions sont dans une large mesure prises en fonction des croyances traditionnelles, qui excluent les femmes, dans toute leur diversité, de l'héritage comme de l'achat de terres. L'un des principaux domaines d'activité de l'organisation est la sensibilisation des autorités locales aux questions d'accès à la terre. La visibilité et la compréhension de cette problématique permettent aux femmes de revendiquer leur droit à la propriété foncière et donc de prendre des décisions liées à la production agricole et la conservation des terres. Enda Graf Sahel a développé un modèle alternatif d'accès durable à la terre et à la production agricole et alimentaire pour les femmes afin d'intégrer leur rôle clé dans le secteur agricole de la région. Ce modèle consiste à former les femmes à l'ensemble de la chaîne de valeur de l'agriculture biologique, depuis la plantation et la récolte jusqu'à la transformation, la vente et la distribution des produits.

En accédant à la terre et à son contrôle, les femmes, dans toute leur diversité, s'approprient la chaîne de valeur et prouvent qu'il est possible de créer et de développer des économies. Ce modèle permet également de sensibiliser les hommes des villages et de les impliquer dans la mise en œuvre du modèle, afin qu'ils comprennent que le respect des droits des femmes est bénéfique pour le développement de leurs communautés.

Pour que les femmes s'engagent de manière significative dans les espaces de participation et de plaidoyer au sein des comités de pêche, elles doivent disposer de temps libre. C'est pourquoi, en plus du travail de renforcement des capacités, Enda Graf Sahel a mené des campagnes de sensibilisation auprès des femmes et des hommes sur des sujets tels que le travail non rémunéré de *care* domestique et reproductif auquel sont soumises les femmes dans toute leur diversité. L'organisation a utilisé des outils d'évaluation des questions de genre pour comprendre les inégalités, les relations et les dynamiques de genre à l'intérieur et à l'extérieur des ménages, en particulier en ce qui concerne le temps disponible pour s'engager dans diverses activités. Un simple exercice de comparaison du temps consacré aux tâches quotidiennes a permis de constater qu'alors que les hommes des communautés se lèvent à 6 heures du matin pour aller travailler et terminent leur journée à 18 heures, rentrent à la maison ou retrouvent des amis, les femmes commencent elles à 3 heures du matin pour aller chercher de l'eau, préparer les repas et les enfants pour l'école, puis elles mènent des activités agricoles, font la lessive et le ménage, et ne terminent leur journée qu'aux alentours de 21 heures. Cet exercice d'évaluation des questions de genre a entraîné d'importants changements de comportement au sein des communautés, les hommes prenant en charge certaines tâches domestiques et de *care* afin que les femmes puissent intervenir dans d'autres espaces.

En outre, Enda Graf Sahel soutient le travail productif des femmes en leur donnant accès à des technologies solaires, telles que des séchoirs et des congélateurs, qui permettent aux pêcheuses de sécher et de transformer le poisson, ou de créer des savons et des produits de soins pour la peau afin de générer des revenus supplémentaires. Les technologies solaires ont réduit le temps de travail des femmes, leur permettant ainsi de se reposer, de prendre soin de leur santé et de profiter d'autres activités récréatives. Comme l'indique la coordination du programme de l'organisation : « Même si elles ne gagnent pas d'argent sur leur temps libre, ce temps de repos est extrêmement bénéfique ».





## Une transition juste dans un cadre d'économie du *care*

D'un point de vue féministe, une transition juste vers l'abandon des combustibles fossiles ne doit pas seulement être entendue comme une élimination progressive des industries polluantes et des environnements de travail malsains, mais aussi comme une transformation visant à réduire l'insécurité économique et le travail informel, peu reconnu et sous-évalué. Dans le cadre de cette transition, il est important d'être également conscient des disparités intersectionnelles liées au genre, à la race et à la classe<sup>[37]</sup>. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), l'action climatique transforme les rapports de genre lorsqu'elle garantit une transition juste pour toutes et tous, y compris les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, qui subissent des formes intersectorielles de discrimination. Une approche non genrée peut exacerber les inégalités existantes, renforcer la ségrégation professionnelle et sectorielle, et creuser l'écart de compétences et de rémunération<sup>[2]</sup>. Une transition juste du point de vue des droits des femmes et du féminisme n'ignore pas la construction sociale actuelle des rôles et des secteurs<sup>[38]</sup>. Ainsi, pour une transition juste et sexotransformatrice, il est essentiel de parler de l'un des moteurs cachés qui subventionnent notre système économique actuel : le travail de *care*.

Le travail de *care* peut être défini comme l'ensemble des activités que nous effectuons pour maintenir, poursuivre et préparer notre « monde » afin que nous puissions y vivre le mieux possible<sup>[39]</sup>. Bien que le travail de *care* jette les bases d'une société prospère et comble les lacunes lorsque les services publics fournis par l'État sont inexistantes ou insuffisants, ce travail demeure sous-payé, non rémunéré et sous-évalué, ce qui le rend fondamentalement invisible pour la société et pour les mesures traditionnelles du développement, telles que le PIB. Selon Oxfam, les femmes et les filles réalisent plus des trois quarts du travail de *care* non rémunéré dans le monde et représentent les deux tiers de la main-d'œuvre assurant un travail de *care* rémunéré. Elles effectuent 12,5 milliards d'heures de travail de *care* non rémunéré par jour. Rémunéré au salaire minimum, cela représenterait une contribution à l'économie mondiale d'au moins 10 800



milliards de dollars par an, soit plus de trois fois la valeur du secteur mondial de la technologie<sup>[40]</sup>.

Cet écart résulte de la construction d'une idée sociale selon laquelle les femmes sont plus aptes à s'occuper des autres que les hommes, et ce en raison d'une différence biologique faisant que le *care* est l'apanage exclusif des femmes et des filles. Loin d'être une aptitude naturelle, le travail de *care* est une construction sociale soutenue par les relations patriarcales entre les genres, elles-mêmes soutenues par des valeurs culturelles reproduites par divers mécanismes tels que l'éducation, les contenus publicitaires et autres éléments de communication, la tradition, les pratiques domestiques quotidiennes, les religions et les institutions<sup>[41]</sup>. Dans le contexte du changement climatique, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles, la pénurie d'eau et les perturbations de son approvisionnement, de même que les pertes agricoles, entre autres crises écologiques, ne font qu'exacerber les charges qui pèsent déjà sur les femmes et les filles en matière de *care*. Cela réduit le temps dont elles disposent pour s'engager dans différentes activités favorisant l'autonomie économique, la participation politique, l'accès aux loisirs et à l'éducation. Parallèlement, cela se traduit par de moins bons choix alimentaires, moins d'exercice physique et plus de stress<sup>[41], [2]</sup>. Ce manque de temps, découlant d'une répartition inéquitable du travail non rémunéré en fonction du genre, est également qualifié de « pauvreté en temps ».

En réponse, l'économie du *care* propose un modèle de reconnaissance, de réduction et de redistribution du travail de *care*, du travail domestique et du travail non rémunéré entre les familles, le marché, l'État et les communautés. Elle vise à reconnaître économiquement la valeur des activités non rémunérées en tant que source de développement économique et social, tout en reconnaissant la charge que représente le travail non rémunéré. Par le biais des politiques publiques, l'économie du *care* analyse les instruments et les mécanismes qui permettent de rétribuer et de redistribuer le travail non rémunéré entre les différents agents du système économique et social, puisque c'est la société dans son ensemble qui bénéficie de ces activités<sup>[42]</sup>.



12 CONSOMMATION  
ET PRODUCTION  
RESPONSABLES



**Cette solution climatique a encouragé des changements de comportement par le biais d'une utilisation efficace et réduite des ressources naturelles au niveau de la production comme de la consommation.**

---

Historiquement, les communautés disposaient de ressources abondantes autour du delta du Saloum, que ce soit pour la pêche ou l'agriculture. Selon la coordination du programme d'Enda Graf Sahel, les populations ont tendance à utiliser les ressources de manière indiscriminée, sans tenir compte des générations futures. Par exemple, les besoins en énergie ont contraint les habitants du delta du Saloum à couper du bois dans les mangroves. Avec l'augmentation de la fréquence des sécheresses, de la salinisation et de la déforestation, les femmes ont constaté la raréfaction des ressources naturelles et se sont interrogées sur la nécessité d'opérer des changements des modes de production et de consommation.

L'un des objectifs d'Enda Graf Sahel a été de former la population aux méthodes de gestion durable des ressources, que ce soit dans le domaine de la pêche, de l'agriculture ou de la transformation des produits issus de la mangrove. Dans le cadre de ces formations, des comités de suivi composés de femmes, d'hommes et de jeunes dans toute leur diversité ont été mis en place pour veiller à l'application de pratiques durables. Via la promotion de l'énergie solaire pour la cuisson et pour la préparation des produits dérivés du poisson et des crustacés, Enda Graf Sahel espère contribuer à la transition énergétique au Sénégal et à la transformation des modes de consommation. Toutefois, elle s'est heurtée à des obstacles culturelles au cours du processus, car certaines personnes craignent qu'un changement du mode traditionnel de cuisson et de séchage du poisson n'en altère les saveurs ou les propriétés nutritionnelles. Pour y remédier, l'organisation implique des artisans locaux dans la fabrication de fours solaires et propose des dégustations, des foires et des expositions pour que les personnes puissent goûter les produits et ainsi oublier leurs inquiétudes. Ces événements renforcent les liens des producteurs et productrices avec les consommateurs et consommatrices et aboutissent ainsi à la création de plateformes de soutien aux chaînes de valeur locales.

Le plaidoyer, les activités éducatives et les campagnes de sensibilisation à la télévision et à la radio soutiennent les efforts des pêcheuses en faveur d'un changement de comportement et d'un cadre politique adéquat.



**Cette solution a intégré une perspective de genre dans la gestion durable des écosystèmes maritimes/côtiers, en soutenant les initiatives des femmes visant à assurer leur protection.**

Au Sénégal, le secteur de la pêche est dominé par les hommes et le rôle des femmes est traditionnellement cantonné à la préparation des poissons et des crustacés pour l'alimentation des familles et pour la vente. Cependant, Enda Graf Sahel a œuvré en faveur d'un changement culturel en combattant les préjugés patriarcaux qui existent au sein des coopératives et des collectifs de pêche. Cette initiative vise à permettre aux femmes, dans toute leur diversité, d'être élues et de disposer d'un pouvoir de décision au sein de ces structures politiques.

Grâce à un programme de formation axé sur le renforcement des capacités, les pêcheuses disposent désormais de compétences accrues en matière de leadership et de prise de parole en public leur permettant d'exiger de jouer un rôle significatif au sein des organes de décision et de communiquer leurs besoins et leurs priorités aux autorités locales. De même, les femmes ont été formées à la reforestation, à la conservation des mangroves et aux techniques de reproduction des espèces marines endémiques du delta du Saloum. Les hommes participent également à ces formations afin de se sentir responsables du processus de transformation culturelle, politique et sociale auquel la communauté du delta du Saloum doit aspirer de façon à préserver l'écosystème et à éviter une crise économique et alimentaire.



## Trois moments clés de la solution

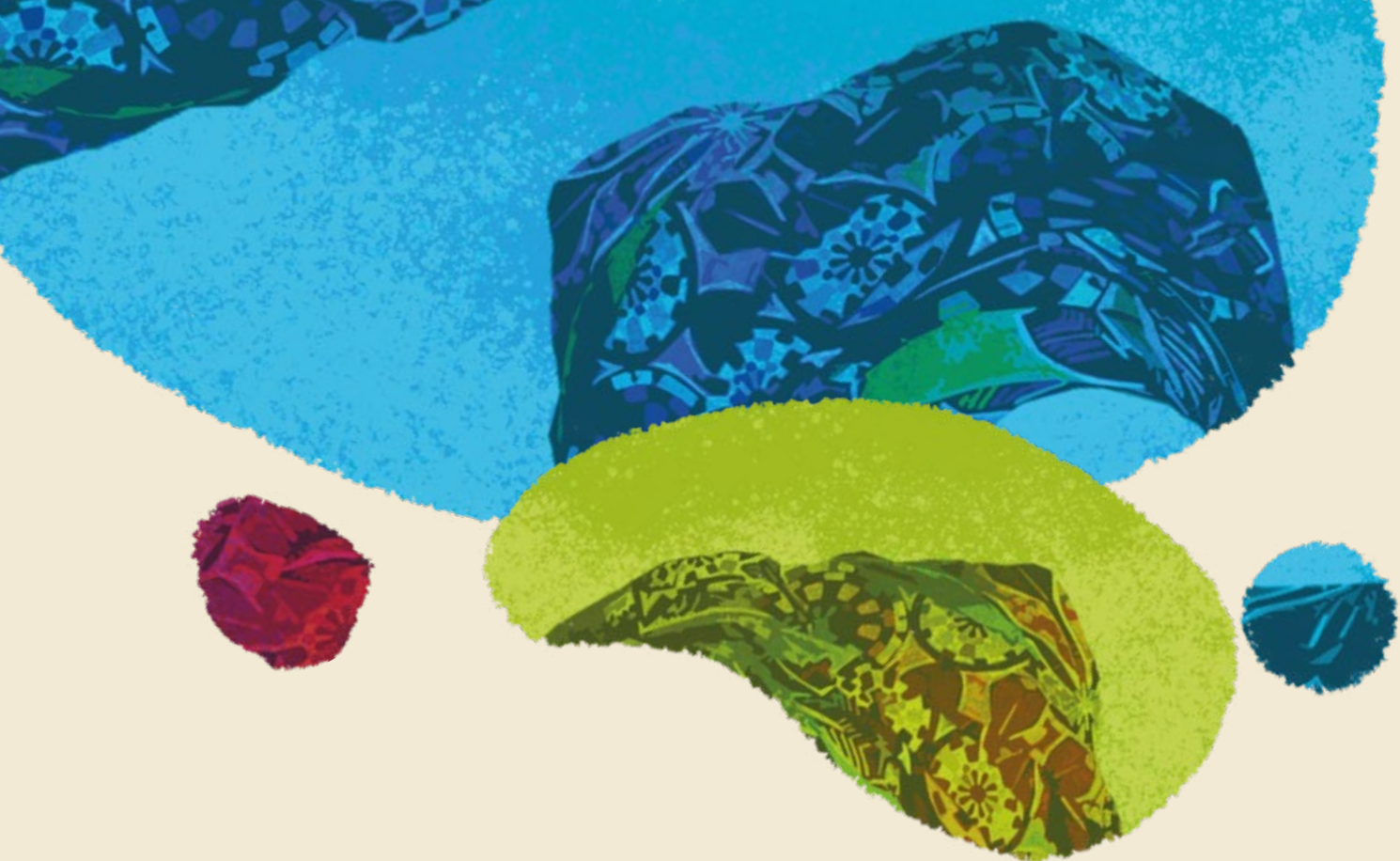
- 1** L'évaluation des questions de genre, y compris la comparaison des routines quotidiennes au sein des ménages, a permis un changement de comportement au sein de la communauté et de l'industrie de la pêche
- 2** La mise en place d'un réseau national de femmes du secteur de la pêche
- 3** Le travail des pêcheuses au Sénégal a été internationalement reconnu en raison de leur engagement politique et communautaire en faveur de la défense de leurs droits civils, sociaux, environnementaux et du travail.

# ARUWE

---

Le savoir ancestral au service de technologies énergétiques décentralisées et communautaires





**En Ouganda, ARUWE (Action for Rural Women's Empowerment) renforce l'agencéité des femmes rurales de façon à ce qu'elles soient en mesure de décider et de contrôler leur propre stratégie de développement socioéconomique dans le cadre d'une approche holistique qui inclut la participation communautaire, le plaidoyer politique, la fourniture de services et la sécurité alimentaire.**

L'organisation a promu un modèle de coopératives énergétiques dirigées par des femmes en tant que voie vers une transition juste reconnaissant les besoins et les priorités des femmes en leur qualité de principales utilisatrices d'énergie, leur charge de travail et leur manque de temps, et l'importance des réseaux de solidarité. 90 % des membres des coopératives sont des femmes.

Dans un secteur de l'énergie dominé par les hommes, ARUWE a démontré que la participation des femmes sur un pied d'égalité au déploiement des technologies est nécessaire et qu'elle apporte de nombreux avantages à leurs communautés. Les femmes, dans toute leur diversité, ont renforcé leurs compétences et leurs connaissances dans les domaines pratiques et théoriques de la construction, de l'installation, de l'exploitation, de la distribution et de la maintenance des technologies énergétiques renouvelables et durables. En tant qu'ambassadrices énergétiques, elles partagent et diffusent des informations sur les opportunités et les avantages offerts par les énergies renouvelables, au niveau des ménages comme de la communauté. Ces coopératives travaillent collectivement sur la base d'une feuille de route visionnaire pour garantir l'égalité d'accès aux services financiers et aux droits fonciers, pour modifier les structures de pouvoir et pour changer les comportements.



**45**

ambassadrices énergétiques ont acquis des compétences dans la mise en œuvre, le suivi, la maintenance et l'utilisation productive des technologies solaires

**7**

coopératives soutenues par ARUWE pour leur création, gestion et formation à l'intégration des questions de genre, au plaidoyer et aux technologies renouvelables

**4**

organisations de la société civile (OSC) sous bénéficiaires formées à l'intégration des questions de genre dans le cadre du projet Women 2030

**16**

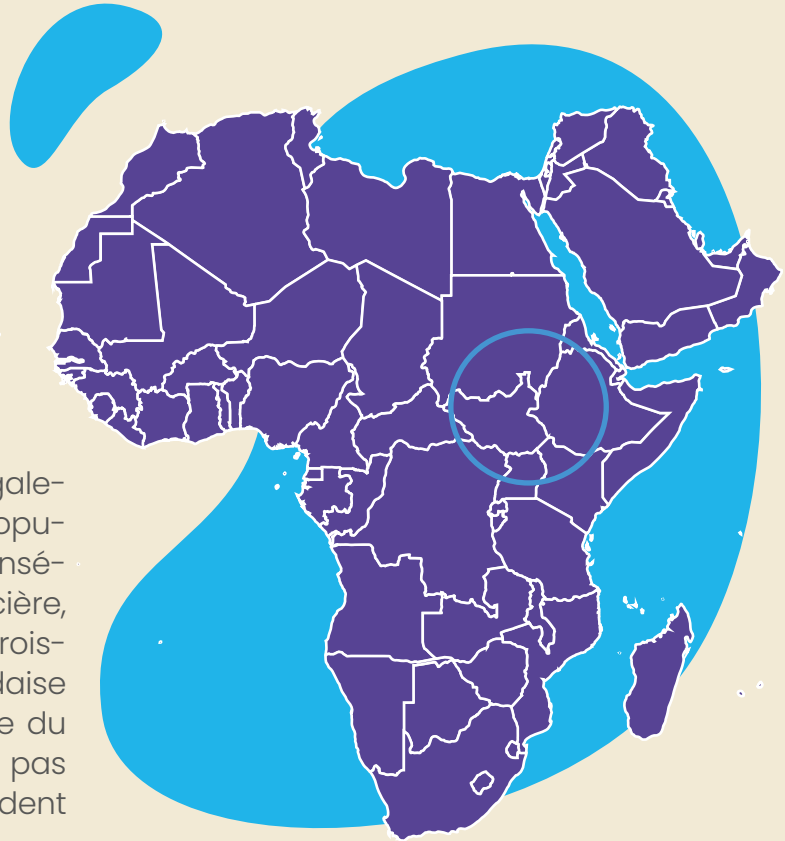
responsables politiques régionaux ont été initiés au concept de communautés énergétiques sensibles au genre





## Localisation

L'Ouganda abrite une grande variété d'espèces et d'écosystèmes, ce qui en fait l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de biodiversité. Cependant, c'est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, non seulement en raison de ses caractéristiques biophysiques uniques, mais aussi du fait de son taux de pauvreté élevé : 41 % de la population y vit avec moins de 1,90 \$ par jour. Il abrite également l'une des plus fortes densités de population d'Afrique (242/km<sup>2</sup>), avec pour conséquences une plus grande pression foncière, érosion des sols et déforestation. La croissance rapide de la population ougandaise a mis en évidence la crise énergétique du pays : 78 % des ménages ruraux n'ont pas accès au réseau électrique et dépendent du bois de chauffage.



Part annuelle mondiale des émissions de CO<sub>2</sub> :

**0,01 %**

Classement selon la vulnérabilité du pays au changement climatique :

**10<sup>e</sup>**



Classement selon l'indice de développement humain :

**159<sup>e</sup>**

Classement selon l'indice mondial de l'écart entre les genres :

**66<sup>e</sup>**

## Contribution aux politiques climatiques nationales

La déforestation massive, partiellement causée par la nécessité de combler le déficit en électricité des zones rurales de l'Ouganda, a incité le gouvernement à élaborer des politiques nationales de lutte contre le changement climatique visant à réduire la vulnérabilité de la population rurale. Ces politiques abordent des questions telles que l'agriculture, les infrastructures, la transition énergétique, le renforcement des capacités institutionnelles et le genre. Par exemple, en 2007, l'Ouganda a adopté la Politique nationale en faveur de l'égalité des sexes afin de protéger les droits des femmes et de réduire les inégalités de genre. Elle vise à renforcer l'agencité des femmes et leurs compétences en matière de plaidoyer en incluant une approche sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales. Dans le cadre du processus de CDN, le gouvernement a réalisé une analyse de genre pour comprendre les impacts différenciés du changement climatique ainsi que les défis institutionnels liés à la mise en œuvre d'une approche de genre dans les processus de planification et de budgétisation<sup>[43]</sup>.

ARUWE contribue à ces politiques climatiques nationales en encourageant le renforcement des capacités et le leadership des coopératives rurales dans la perspective d'une transition juste socialement et tenant compte des questions de genre. À cet effet, ARUWE travaille avec les coopératives et les dirigeants locaux afin de les sensibiliser aux besoins énergétiques (notamment ceux des femmes dans toute leur diversité) ainsi qu'à l'importance d'investir du temps et des ressources dans la mise en œuvre de technologies résilientes au climat. Il en résulte que davantage de villages ont adopté un modèle holistique de développement durable couvrant l'agriculture, l'élevage, la production et la gestion des déchets.

Objectif de réduction des émissions d'ici à 2030 :

**22 %**

Perte de couverture arborée :

**49.2 kha**

(équivalent à 23,5 Mt d'émissions de CO<sub>2</sub>)

Pourcentage de la population rurale ougandaise ayant accès à l'électricité :

**32 %**



## Contribution à l'atténuation du changement climatique

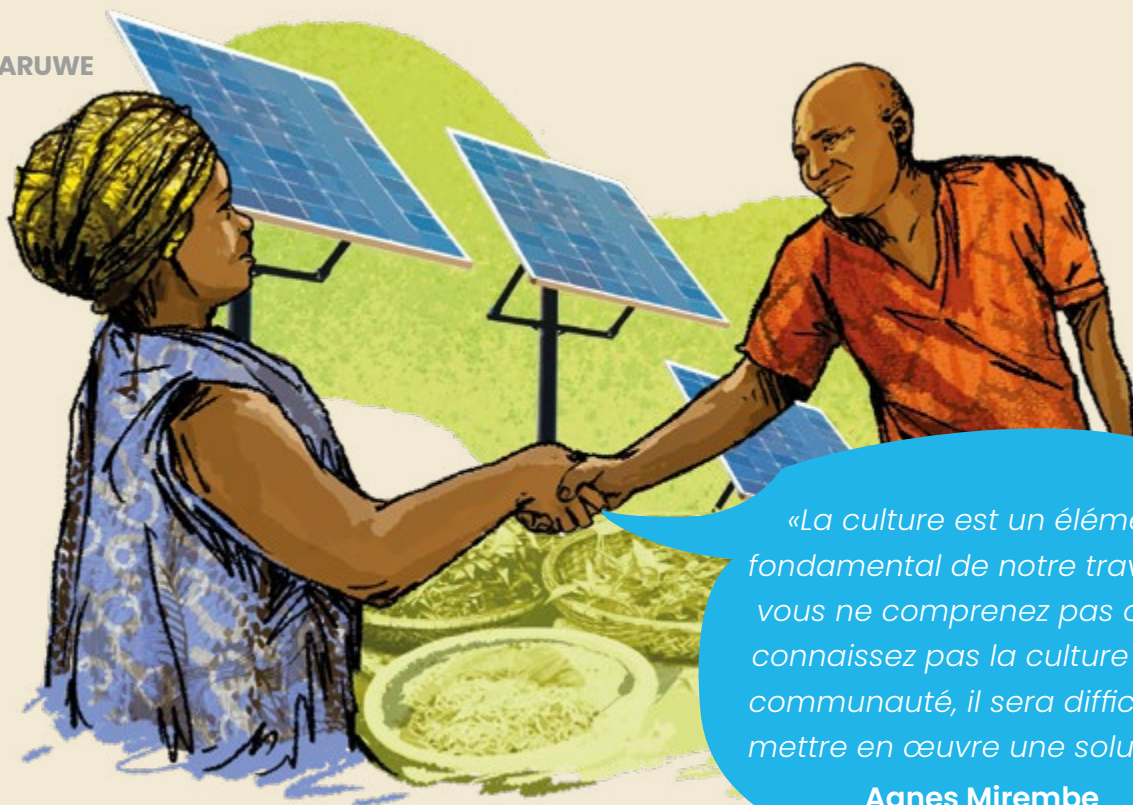
Le travail d'ARUWE s'appuie sur les connaissances locales et ancestrales pour développer des technologies durables et renouvelables adaptées au contexte de la communauté locale. Le modèle de coopérative énergétique apparaît comme une alternative permettant de faciliter l'accès à l'énergie au sein des ménages ainsi que son utilisation dans les activités agricoles, garantissant ainsi aux femmes, dans toute leur diversité, un plus grand contrôle sur les décisions et la gestion de ces alternatives. Les agricultrices supervisent chaque étape de la chaîne de valeur des énergies renouvelables, de la production jusqu'à la distribution, la commercialisation et l'utilisation.

Dans le cadre de ce modèle organisationnel, les femmes utilisent des structures existantes et fiables et œuvrent ensemble à l'atténuation du changement climatique, en menant des stratégies pédagogiques destinées à améliorer la compréhension des approches alternatives au mode traditionnel de propriété et de gestion des terres et d'obtention d'énergie à partir du bois de chauffage. Ces alternatives contribuent à réduire non seulement les émissions de CO<sub>2</sub>, mais aussi les niveaux de déforestation et le temps que les femmes doivent consacrer aux tâches ménagères.

## Approche communautaire

Grâce à une approche fondée sur la communauté et les droits humains, ARUWE tient toujours compte du contexte, des connaissances et des besoins de la communauté lors de la conception, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation d'un projet. C'est pourquoi l'ensemble du processus de transition énergétique se déroule de manière participative. Dans le cadre d'une approche décoloniale visant à atteindre un développement endogène, les agricultrices choisissent collectivement la technologie la mieux adaptée à leurs besoins et à leurs priorités, puis l'organisation les accompagne en les formant à l'installation, à l'utilisation et à l'entretien de cette technologie, sans leur imposer de voie à suivre.





*«La culture est un élément fondamental de notre travail. Si vous ne comprenez pas ou ne connaissez pas la culture de la communauté, il sera difficile de mettre en œuvre une solution.»*

**Agnès Mirembe**

En utilisant ce modèle coopératif, ARUWE a tissé des liens de confiance entre les agriculteurs et les agricultrices ainsi qu'entre les hommes et les femmes dans toute leur diversité, permettant ainsi aux membres de la communauté de soutenir une économie solidaire. En outre, ce modèle a conduit au lancement d'initiatives telles que les Associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA - Village Savings and Loans Associations), qui permettent aux membres des coopératives d'accéder à des ressources financières afin de développer leurs activités agricoles et de répondre aux urgences et aux obligations des ménages.

## Prise en compte des questions de genre

ARUWE a pour mission de développer les capacités socioéconomiques des femmes, dans toute leur diversité, en renforçant leur participation communautaire et leurs activités de plaidoyer. L'organisation a réussi à montrer les avantages de l'utilisation de la méthodologie Système de formation action pour l'égalité femmes-hommes (GALS - Gender Action Learning Systems), qui fait référence à une méthodologie d'autonomisation dirigée par la communauté et qui applique des principes d'inclusion afin de renforcer la sécurité de revenu, la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle des personnes vulnérables dans le respect de l'égalité hommes-femmes. Dans le cadre de cette approche, la participation des hommes est intégrée afin de promouvoir une compréhension collective en vue de transformer les inégalités de genre qui perdurent depuis des générations.

Au sein des structures coopératives, les femmes jouent un rôle clé en tant que cheffes, comptables, trésorières et gestionnaires, ce qui leur permet de renforcer leurs compétences et d'avoir davantage confiance en elles tout en gagnant le respect des chefs communautaires traditionnels tout comme celui de leurs homologues masculins. Ce modèle leur a permis d'influencer les décisions du foyer et de la communauté concernant la répartition des tâches domestiques, l'utilisation des terres et leur participation aux activités économiques.

# Contribution transformatrice aux ODD



**Cette solution climatique a favorisé l'émergence de modèles alternatifs permettant de surmonter les obstacles à l'accès, à la propriété, au contrôle des terres, aux nouvelles technologies et aux services financiers, et a permis d'assurer la mise en œuvre de ces modèles**

---

L'un des principales difficultés liées à la mise en œuvre des technologies renouvelables et durables réside dans les obstacles que rencontrent les femmes pour accéder à la terre. Dans le cadre d'un système patriarcal, les hommes continuent de contrôler l'accès à la terre et d'en déterminer l'utilisation. C'est pourquoi ARUWE a fait de l'accès à la terre un domaine d'action prioritaire. En s'appuyant sur sa connaissance des politiques publiques, de la constitution, des lois foncières et des droits des femmes, ARUWE a organisé des séminaires et des campagnes dans différents villages afin de sensibiliser non seulement les hommes, mais aussi les femmes dans toute leur diversité qui ignorent leur droit d'accéder à la terre et d'en être propriétaires. Bien que ce processus ne soit ni facile ni automatique, les interventions et la persévérance de l'organisation ont porté leurs fruits, comme en témoigne un changement dans les attitudes, l'acceptation et les décisions relatives au contrôle et à la propriété des ressources. En créant des espaces participatifs regroupant des hommes et des femmes dans toute leur diversité, ARUWE a réussi à convaincre les hommes de soutenir leurs partenaires dans leur vision d'une transition juste.

Au fur et à mesure que les femmes des communautés accèdent à la terre et à la propriété, elles peuvent décider comment, quand et à quelles fins l'utiliser. Elles peuvent également décider des technologies à installer et à mettre en œuvre en vue d'améliorer leurs activités agricoles et de renforcer ainsi leur autonomie économique. Ensemble, elles s'organisent pour vendre leur production agricole sur les marchés locaux, augmenter leurs revenus et les répartir équitablement. En accédant à la terre, les femmes peuvent avoir davantage confiance en elles et une plus grande estime de soi, et s'impliquer plus activement dans le développement local, la conservation des forêts et l'agroécologie.





## Des systèmes énergétiques décentralisés pour une transition énergétique juste

Un système énergétique décentralisé se caractérise par le fait que les lieux de production et de distribution de l'énergie se trouvent à proximité des consommateurs (Irena). La décentralisation offre une alternative au modèle traditionnel de transmission de l'énergie, dans lequel l'énergie est produite dans de grandes centrales électriques éloignées des consommateurs et distribuée aux utilisateurs finaux par le biais de réseaux électriques et de fournisseurs d'électricité agissant en tant qu'intermédiaires. Bien que le modèle traditionnel contribue à garantir la sécurité énergétique nationale et soit donc le plus utilisé, il génère des problèmes d'équité environnementale et sociale, principalement dans les pays du Sud qui ne peuvent compter sur les infrastructures nécessaires pour distribuer l'énergie dans leurs régions les plus éloignées.

Généralement dépendant du soleil ou du vent, les technologies utilisées par les systèmes énergétiques décentralisés en font une alternative fiable et rentable, permettant de combler le déficit d'accès aux énergies durables et renouvelables tout en contribuant à l'atténuation du changement climatique. De par leur nature, ces systèmes sont idéaux pour mener des projets énergétiques communautaires et promouvoir la démocratie énergétique, en garantissant que l'énergie produite dans la zone est bien distribuée à la population locale<sup>[44]</sup>.

Les systèmes énergétiques décentralisés sont un moyen de réaliser une transition énergétique juste, car ils permettent aux communautés de prendre part à l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, de produire leur énergie localement et de conserver les connaissances au sein de la communauté. Les projets énergétiques communautaires décentralisés impliquent les citoyens et citoyennes comme les habitants et habitantes d'un petit territoire (villages) en tant que producteurs et productrices, distributeurs et distributrices, vendeurs et vendeuses ou consommateurs et consommatrices d'électricité<sup>[45]</sup>. Par conséquent, un projet d'appropriation communautaire se caractérise par la redistribution des avantages socioéconomiques entre l'ensemble des membres de la communauté/coopérative. De même, en raison de leur nature participative et communautaire, les systèmes énergétiques décentralisés peuvent favoriser la réalisation d'actions sensibles au genre. Lors de la planification, de la conception et de l'exécution du modèle énergétique décentralisé, les besoins et les priorités



des femmes sont pris en compte en leur qualité de principales utilisatrices des ressources énergétiques.

Grâce à leur participation active et à leur pouvoir de décision, les femmes, dans toute leur diversité, gagnent non seulement du temps qu'elles peuvent ensuite consacrer à leur développement personnel, mais elles gagnent également en autonomie économique en produisant de l'énergie de manière décentralisée.

En ce sens, la décentralisation de l'énergie offre un moyen alternatif de réussir une transition énergétique en s'éloignant des sources intensives basées sur les combustibles fossiles, et ce en tenant compte des questions de genre. Les systèmes énergétiques décentralisés ouvrent des espaces propices à une participation significative et une représentation effective des personnes concernées par une telle transition, tout en garantissant le partage équitable des coûts et des avantages.



### **Cette solution climatique permet l'accès à des services énergétiques abordables, propres et fiables dans le cadre d'une approche décentralisée**

La solution climatique d'ARUWE a mis en œuvre un modèle énergétique décentralisé et communautaire qui permet aux communautés rurales d'accéder à des services énergétiques abordables, propres et fiables. Ce modèle consiste en un processus informé et participatif dans le cadre duquel l'organisation commence par mener une campagne de sensibilisation auprès des membres de la coopérative afin qu'ils comprennent les opportunités et les limites des technologies solaires disponibles. Ensuite, les femmes décident de la technologie à mettre en œuvre et reçoivent une formation pratique portant sur l'installation et la maintenance de cette technologie renouvelable. Pour ce modèle, ARUWE s'associe à des entreprises locales reconnues spécialisées dans le développement de technologies solaires. L'objectif est de renforcer les capacités de leadership des femmes afin qu'elles puissent jouer un rôle central dans la transition juste. Grâce à leur expérience pratique, ces leaders peuvent sensibiliser la communauté à la capacité des femmes à effectuer des tâches techniques et manuelles traditionnellement associées aux hommes. Ainsi, œuvrer pour une énergie propre et abordable présente des cobénéfices en termes d'autonomie des femmes et de création d'opportunités de formation (ODD 4).



Les coopératives mettent également en œuvre une alternative d'énergie renouvelable pour les ménages. Les femmes utilisent leurs connaissances locales et ancestrales pour fabriquer des blocs de biomasse qui servent à cuisiner et à se chauffer. Le processus de fabrication de ces briquettes consiste à collecter les déchets organiques des cultures et des animaux (en particulier des poulets et des vaches) et à les mélanger à de la boue ou de la cire. Ce processus est soutenu et suivi par ARUWE afin de garantir la qualité du produit, ces blocs étant ensuite distribués et commercialisés au sein de la communauté.

Selon les rôles genrés établis, les femmes sont chargées de collecter le bois de chauffage pour la cuisine et le chauffage. Cette tâche représente une charge physique importante et cause des problèmes de santé et de bien-être pour les femmes, car l'utilisation prolongée du bois de chauffage entraîne des taux élevés d'exposition à des substances nocives provoquant des maladies respiratoires. Ainsi, avec l'installation de panneaux solaires et l'utilisation de cuisinières et de chauffages à biomasse, les coopératives contribuent non seulement à l'innovation et à l'infrastructure climatiques (ODD 9), mais aussi à la réduction des émissions nocives (ODD 3).

L'élément différenciateur de ce modèle énergétique et générateur de revenus est son approche décentralisée et sensible au genre. Les femmes membres des coopératives, dans toute leur diversité, décident des quantités de briquettes à produire et à distribuer, en tenant compte de leurs besoins et de ceux de la communauté. Elles collectent individuellement la production et la vendent collectivement sur les marchés locaux, en se partageant ensuite les bénéfices équitablement. Un pourcentage de ces gains est versé à un fonds de micro-épargne et de crédit destiné aux femmes.

Les femmes s'engagent dans des actions de communication et de sensibilisation afin de diffuser ce modèle et de convaincre un plus grand nombre de ménages à abandonner le bois de chauffage au profit de la biomasse. Elles sont reconnues dans leurs communautés comme des ambassadrices des cobénéfices d'une transition sensible au genre, qui va au-delà de l'atténuation des conséquences de la déforestation.



**Les membres de cette initiative ont participé à différents espaces de décision et y ont eu une influence en exigeant l'inclusion de la perspective de genre dans les partenariats publics, public-privé et de la société civile.**

---

La création d'alliances et le travail de plaidoyer mené dans de nouveaux espaces et réseaux constituent les étapes d'un processus qui nécessite confiance et autonomisation. L'expérience d'ARUWE au sein de différentes communautés montre que l'instauration de la confiance est l'un des processus les plus longs et complexes, mais qu'il est aussi le plus important dans une optique de transformation politique, culturelle et économique. Pour instaurer la confiance, les connaissances disponibles doivent servir à comprendre les espaces de décision, à savoir s'y orienter et à y avoir une influence.

Toutefois, l'accès aux connaissances et aux informations en temps utile est limité pour les femmes rurales qui vivent hors des centres où se trouvent ces espaces.

De plus, dans ces localités, de nombreuses femmes n'ont pas eu accès à l'éducation et n'ont donc pas les compétences nécessaires pour comprendre les politiques souvent rédigées dans d'autres langues.

Ainsi, ARUWE sensibilise aux politiques publiques, à la planification au niveau du district et aux processus budgétaires, en vue de mener des activités de plaidoyer stratégiques et intentionnelles. Les femmes renforcent la connaissance de leurs droits et identifient les espaces et les postes qu'elles peuvent occuper pour défendre leurs intérêts. De cette manière, elles renforcent également leur capacité à y participer de manière significative. Elles commencent par influencer les espaces politiques locaux et, au fur et à mesure qu'elles prennent conscience de leur capacité à défendre avec succès leurs besoins, leurs droits et leurs priorités, elles acquièrent la confiance nécessaire pour mener des activités de plaidoyer au niveau national. Les femmes, dans toute leur diversité, ont formé des coalitions avec des mouvements écoféministes et des organisations sociales et sont désormais reconnues comme des alliées essentielles au sein des réseaux du district et nationaux, tels que l'Uganda Women Empowerment Programme (programme d'autonomisation des femmes ougandaises) et l'Ugandan National Renewable Alliance (alliance nationale ougandaise pour les énergies renouvelables).

## Trois moments clés de leur transformation systémique




- 1** L'accès des femmes à la terre leur a permis de s'engager dans des activités génératrices de revenus, leur donnant la possibilité d'investir leurs économies et leur temps dans leur propre développement personnel.
- 2** En cinq ans, ARUWE a constaté une réduction des barrières culturelles qui empêchent les femmes de participer à la prise de décision en matière d'accès, d'utilisation et de contrôle des terres. Aujourd'hui, non seulement les hommes acceptent la participation des femmes dans ces espaces, mais ils apprécient également leur travail au sein des coopératives.
- 3** Le savoir ancestral des femmes de la communauté s'est avéré vital, guidant avec succès le développement et la mise en œuvre des technologies d'atténuation du changement climatique.

# CAMGEW

---

L'agroécologie, une voie vers la  
résolution des conflits et la cohésion  
sociale





**Le Cameroun présente l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde. Cette donnée motive la mission de CAMGEW qui consiste à réduire la déforestation et l'appauvrissement du couvert végétal.**

CAMGEW fait participer des femmes issues de minorités ethniques (en particulier les jeunes filles déplacées en raison de conflits internes) à des activités de protection de l'environnement en renforçant leurs capacités et leurs connaissances dans le domaine de l'agroforesterie et en élaborant un modèle de gestion inclusif et durable pour régénérer les forêts de la région de Kilum-Ijim. CAMGEW a dispensé une formation sur l'agroécologie et la régénération des forêts à 50 000 femmes, dans toute leur diversité, ce qui leur a permis de participer de manière significative aux comités locaux de gouvernance des forêts et de prendre part activement à la prise de décisions liées à la gestion de la forêt de Kilum-Ijim.

CAMGEW encourage également des activités alternatives génératrices de revenus, telles que l'apiculture, en incitant les femmes à maîtriser des techniques durables pour la création de produits biologiques dérivés du miel à la fois de bonne qualité et diversifiés. Ces produits ont atteint un niveau de commercialisation soutenu, stabilisant les revenus des ménages dans la région. Dans le cadre de cette initiative, l'organisation a mis au point un programme de microcrédit alimenté par les revenus que les femmes tirent de la vente de produits biologiques. Ce programme a permis à un plus grand nombre de femmes d'accéder à des moyens de subsistance différents et durables.

Le programme de travail de CAMGEW sur la justice environnementale et de genre dans la zone forestière de Kilum-Ijim a montré que le pays tout entier bénéficierait de l'autonomisation des femmes pour bâtir des modèles locaux, durables et résilients au climat, qui contribueraient à une économie socialement juste et à un environnement naturel sûr.

**70,000**

bénéficiaires de l'éducation  
à la conservation des forêts

**700**

femmes formées aux  
pratiques agroforestières

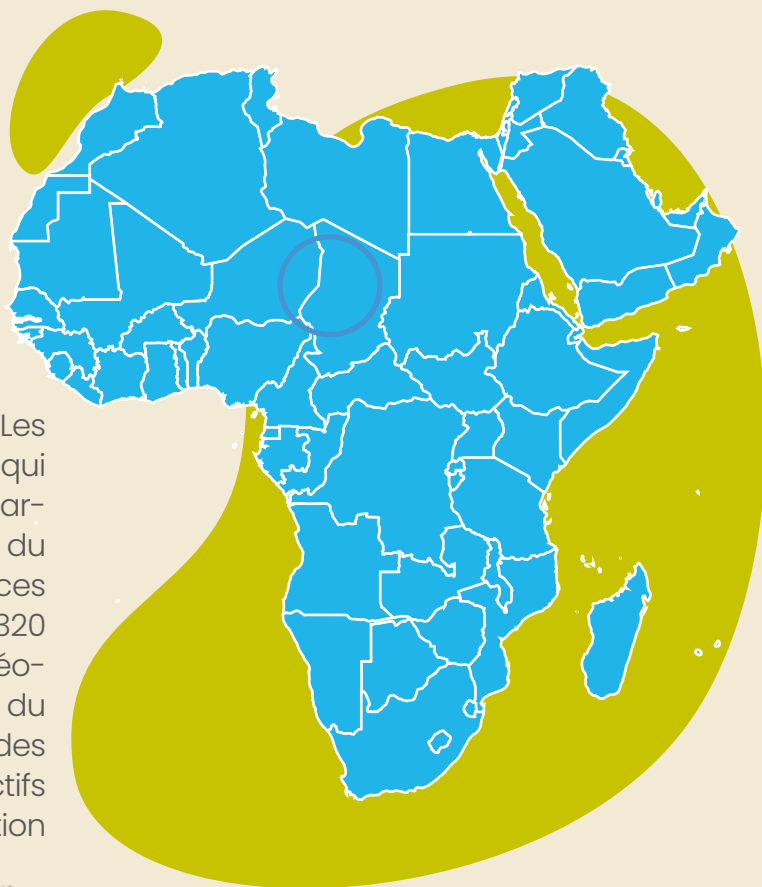
**7**

institutions forestières  
communautaires  
ayant atteint la parité  
hommes-femmes au  
sein de leur conseil  
d'administration,  
institutions dont  
les femmes étaient  
auparavant exclues



## Localisation

Le Cameroun est l'un des plus grands points chauds de biodiversité au monde, souvent appelé « l'Afrique en miniature », car il préserve la diversité du continent dans ses zones côtières, montagnes, savanes et forêts tropicales. Les 22 millions d'hectares de forêt tropicale qui recouvrent le Cameroun constituent une partie essentielle de l'écosystème de la forêt du bassin du Congo et abritent 9 000 espèces végétales, 9 000 espèces d'oiseaux et 320 mammifères. En raison de la situation géographique et de la diversité écologique du pays, la reforestation et la conservation des forêts au Cameroun constituent des objectifs fondamentaux des mesures d'atténuation du changement climatique.



Part annuelle mondiale des émissions de CO<sub>2</sub> :

**0,02 %**

Classement selon la vulnérabilité du pays au changement climatique :

**59<sup>e</sup>**

Classement selon l'indice de développement humain :

**153<sup>e</sup>**

Classement selon l'indice mondial de l'écart entre les genres :

**96<sup>e</sup>**



## Contribution aux politiques climatiques nationales

Selon la CDN<sup>[46]</sup> du Cameroun, deux des principaux défis du pays sont la restauration des forêts et le rétablissement des formations végétales dégradées. En effet, la majorité des moyens de subsistance de la population rurale dépendent de l'agriculture et du pastoralisme. Or ces deux activités sont déjà gravement affectées par la hausse des températures, les sécheresses et l'acidification des sols. CAMGEW affronte ces défis en encourageant l'adoption de l'agroécologie comme moyen de conservation durable des forêts, de prévention des feux de brousse, de prévention de l'érosion des sols et de protection contre la surexploitation.

Objectif de réduction des émissions d'ici à 2030 :

# 35 %

Depuis 2005, diminution de la couverture forestière :

# 5,4 %

Proportion de femmes victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur partenaire intime au cours des 12 derniers mois :

# 21,5



## Contribution à l'atténuation du changement climatique

L'une des priorités de CAMGEW est de préserver l'écosystème forestier de Kilum-Ijim, qui est non seulement important pour sa biodiversité, mais aussi parce qu'il constitue la principale source d'eau, de bois de chauffage, de plantes médicinales et de nourriture pour la majeure partie de la population de la région. En outre, cette forêt représente une partie importante de la culture des groupes ethniques régionaux. L'organisation encourage les connaissances, les pratiques et les technologies autochtones afin de promouvoir la compréhension et la mise en œuvre de solutions locales qui tiennent compte des besoins locaux et des ressources disponibles. Comme l'indique l'organisation, il existe sur ce territoire des défis que la science moderne n'a pas été en mesure d'appréhender mais que les savoirs ancestraux ont pu résoudre. L'agroécologie rassemble ces connaissances dans des pratiques telles que les pépinières, les techniques de germination, la plantation d'arbres, l'apiculture et l'économie solidaire.

### Base communautaire

Le modèle de protection de l'environnement conçu par CAMGEW est centré sur la communauté. Toutes les activités et interventions sont participatives et inclusives, favorisant l'émergence d'espaces de décision où les femmes et les jeunes, dans toute leur diversité, peuvent renforcer leur agencité et leurs capacités de leadership. Plus de 80 membres de la communauté ont pris part à des séances de plantation d'arbres. Une fois que les arbres sont sortis de leur pépinière, les femmes les plantent sur leur exploitation afin d'améliorer la fertilité des sols et de réduire l'érosion. Pour promouvoir des activités génératrices de revenus, l'organisation s'est engagée auprès de 2000 femmes et les a formées à la conservation des forêts ainsi qu'à l'apiculture en vue de transformer le miel en différents produits. Ces activités soutiennent la mise en place de cinq coopératives, créant des liens de confiance et de solidarité qui encouragent la création de nouveaux moyens de subsistance dignes.

### Prise en compte des questions de genre

Les femmes de la région, souvent extrêmement pauvres et marginalisées, n'ont traditionnellement pas la possibilité de participer aux efforts de conservation. La société patriarcale impose des rôles assignés aux sexes inégaux, renforcés par les conflits armés et les tensions politiques actuels. De plus, les droits des femmes ne sont pas respectés sur le plan social, économique et culturel. CAMGEW s'attaque aux inégalités de genre actuellement exacerbées par les conflits dans la région en formant les filles déplacées à l'intérieur du pays au développement personnel, à l'atténuation de la violence basée sur le genre (VBG) et aux droits des femmes. Grâce au développement d'un petit programme de microcrédit, les femmes bénéficient d'un soutien financier leur permettant de lancer leurs propres entreprises basées sur la transformation du miel, des plantes médicinales ou des matériaux recyclés en créations de mode. Ce projet, associé aux connaissances pratiques de l'agroécologie, offre aux femmes de la région la possibilité de s'épanouir en se reconnaissant comme agentes de changement dans la lutte pour l'égalité des droits. CAMGEW œuvre également à la parité hommes-femmes au sein des conseils d'administration des institutions communautaires et au renforcement des capacités de leadership et de plaidoyer des femmes et des filles dans toute leur diversité.





# Contribution transformatrice aux ODD



**En collaboration avec la communauté, cette solution climatique encourage l'émergence de pratiques agricoles durables et résilientes et permet d'assurer la mise en œuvre de ces pratiques.**

Dans le but de réduire la pauvreté, les inégalités hommes-femmes et la vulnérabilité environnementale de la communauté de Kilm-Jim au Cameroun, CAMGEW a mis en place une série de pratiques agricoles durables et résilientes qui visent à protéger et à conserver la biodiversité. L'organisation encourage l'émergence d'un modèle communautaire et sensible au genre visant à accroître la couverture végétale, à prévenir les feux de brousse et la déforestation ainsi qu'à améliorer la qualité des sols. Elle distribue des arbres et des semences d'espèces endémiques aux femmes pour qu'elles les plantent dans leurs jardins et leurs fermes. Grâce à cette initiative, les femmes issues de minorités ethniques peuvent appliquer leurs connaissances ancestrales pour promouvoir l'utilisation des plantes médicinales ayant des propriétés curatives à des fins de traitement des maladies les plus répandues au Cameroun, une expertise d'une importance vitale pendant la pandémie de COVID-19.

Bien que la communauté connaisse les technologies modernes disponibles pour l'apiculture et la régénération des forêts, celles-ci n'ont jamais été pleinement utilisées par les agriculteurs et agricultrices. En revanche, les communautés gagnent en autonomie et en confiance lorsqu'elles sont encouragées à utiliser leur savoir autochtone, qui permet d'apporter des réponses concrètes et efficaces tenant compte de leurs besoins et des ressources dont elles disposent. Par exemple, les agriculteurs et agricultrices de la région pratiquent l'agriculture biologique afin d'éviter l'utilisation d'engrais chimiques, qui sont coûteux et nocifs pour la santé.

Ces pratiques agricoles favorisent également la construction de réseaux de solidarité dans lesquels les agriculteurs et agricultrices échangent du fumier d'animaux broutant contre des résidus végétaux que ces animaux peuvent consommer. Cette coopération génère des chaînes de valeur au sein de la communauté et réduit les conflits liés à l'utilisation des terres.

Grâce à l'apiculture, les femmes, dans toute leur diversité, protègent non seulement la forêt et son écosystème, mais en tirent également des avantages économiques. Pour rendre ces pratiques durables, CAMGEW motive et soutient la propriété communautaire à travers la construction, l'installation et le montage de ruches. L'organisation prend également en charge le coût des outils et des machines nécessaires à la production du miel et de ses dérivés. Ce processus renforce l'engagement communautaire en faveur de la défense et de la préservation de la forêt de Kilum-Ijim, qui devient leur moyen de subsistance.

Dans les zones rurales du Cameroun, de nombreux préjugés sexistes à l'encontre du leadership des femmes dans toute leur diversité persistent. CAMGEW a réussi à faire en sorte que les femmes et les hommes reconnaissent que l'égalité hommes-femmes est une opportunité pour le développement économique et la protection de l'environnement. Elle a organisé des réunions avec la communauté pour démontrer, faits et données à l'appui, que l'autonomisation des femmes est un facteur de transformation, non seulement pour les femmes, mais aussi pour leurs familles et leurs villages.

« Quand on parle d'égalité hommes-femmes, on parle de construire des partenariats pour le bien-être collectif ».

Sevidzem Ernestine Leikeki





## Solutions fondées sur la nature ou séductions fondées sur la nature ? <sup>[48]</sup>

Le terme de solutions fondées sur la nature (SfN) séduit de plus en plus de gouvernements, d'entreprises, d'institutions intergouvernementales et de grandes organisations non gouvernementales internationales. Ce terme, créé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a été défini comme regroupant « des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de la société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ». Cette définition vague a permis à des intérêts particuliers d'en déformer l'interprétation pour qualifier à tort de « vertes » des pratiques très douteuses<sup>[47]</sup>. Cette expression apparaît souvent dans le cadre de programmes politiques ou d'entreprise liés à la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets.

Le terme de « solutions fondées sur la nature » marchandise la nature en permettant à une entreprise ou à un gouvernement de compenser ses émissions de carbone en finançant des projets destinés à absorber ces émissions, puis d'affirmer que l'élimination du carbone résultant de ces projets peut compenser ses niveaux élevés et continus d'émissions<sup>[11]</sup>. L'idée consistant à promouvoir les plantations à grande échelle, le stockage du carbone et les projets de conservation en tant que « compensation » de l'utilisation continue des combustibles fossiles est une méthode particulièrement dangereuse pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C.



La plupart de ces initiatives s'appuient largement sur des plantations d'arbres commerciales, non autochtones et en monoculture qui ont un impact négatif sur les femmes, les filles et les personnes non binaires dans toute leur diversité ainsi que sur les communautés locales, en particulier les populations noires, autochtones et de couleur<sup>[47]</sup>. Ces projets entraînent l'accaparement des terres, portent atteinte aux droits humains et ont des retombées sur les moyens de subsistance. Par conséquent, il convient de répondre à certaines questions clés : À qui appartiennent les terres et les forêts ? Qui est à l'origine des émissions ? À qui incombe la responsabilité ? À qui appartiennent les problèmes qui sont résolus ? Le colonialisme du carbone est un autre terme utilisé pour décrire cette pratique problématique qui consiste à chercher des « solutions » à ses propres émissions dans les terres et les forêts d'autrui<sup>[48]</sup>.

Pour progresser dans la résolution des crises actuelles, il est nécessaire, selon une approche féministe décoloniale, que les politiques climatiques nationales distinguent habilement les véritables solutions fondées sur la nature des séductions fondées sur la nature qui cherchent à pérenniser les profits des industries des combustibles fossiles<sup>[3]</sup>.

En revanche, les approches fondées sur les écosystèmes encouragent la conservation, la gestion durable et la restauration des écosystèmes afin d'aider les populations à s'adapter aux effets du changement climatique. Ces méthodes intègrent des programmes de conservation des forêts gérés par les communautés, garantissent les droits fonciers des populations autochtones et des communautés locales, et placent les personnes au-dessus des marchés. L'agroécologie, qui offre de nouvelles possibilités de transformation socioécologique et peut contribuer à la lutte contre le changement climatique en toute sécurité, en est un bon exemple<sup>[13]</sup>. Cette approche peut également contribuer à garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles ainsi qu'à ouvrir la voie à la résolution des conflits.



**Cette solution climatique a fourni des opportunités de formation et a sensibilisé la communauté à l'adoption de modes de vie durables.**

---

L'engagement de CAMGEW en faveur de la conservation de la biodiversité par le biais de pratiques agricoles durables et résilientes s'appuie sur une solide base éducative. Pour s'assurer que les pratiques sont durables dans le temps, l'organisation propose des ateliers de renforcement des capacités permettant de soutenir non seulement la production agricole mais aussi le renforcement des attitudes, des actions et des compétences au sein de la communauté dans le but de provoquer un changement transformationnel. Dans le cadre de ces ateliers, des groupes de solidarité se sont constitués pour organiser des sessions de transmission orale des connaissances dans les langues locales, intégrant même les plus jeunes générations. Des spécialistes autochtones et de la région favorisent la compréhension de l'agriculture biologique, des alternatives non toxiques de fertilisation, et des propriétés nutritionnelles et médicinales des plantes endémiques. Ces sessions éducatives ont permis à CAMGEW de réaliser une véritable avancée car elles ont créé des liens de confiance entre les populations, en mettant en avant leurs valeurs ancestrales et en s'éloignant d'une approche coloniale.

Au Cameroun, l'agriculture est encore une pratique dominée par les hommes et de nombreux obstacles empêchent les femmes d'accéder à la terre, de l'utiliser et de la conserver. Pour CAMGEW, l'éducation est donc d'une importance vitale. En effet, il ne suffit pas de fournir aux femmes des semences et des outils de jardinage ; elles doivent également être conscientes de leur droit d'accès et d'utilisation de la terre, ainsi que des avantages que l'agroforesterie apporte à leur développement personnel et à celui de leurs familles.



**Cette solution climatique crée des espaces d'élaboration de stratégies de réduction des conflits au sein des communautés ou dans les régions environnantes et enrichit les compétences de leadership des femmes, dans toute leur diversité, afin qu'elles puissent participer aux espaces de décision.**

---

Selon CAMGEW, l'intégration des femmes dans le processus de paix représente un véritable défi car les femmes et les filles, dans toute leur diversité, sont les plus touchées émotionnellement, physiquement et mentalement par les conflits internes. En conséquence, la stratégie de CAMGEW repose sur le soutien psychologique ; elle fournit aux femmes un espace où elles peuvent transformer leurs attitudes en actions leur permettant de reconstruire leurs moyens de subsistance.

Associé à une formation ciblée, ce processus offre de nouvelles opportunités, notamment la génération de revenus par le biais de microentreprises, des programmes de bourses permettant de poursuivre ses études, et l'accès à une expertise en matière de gestion des ressources naturelles. L'agroécologie favorise ainsi la reconstruction et la cohésion sociales des femmes et des filles touchées par les conflits.

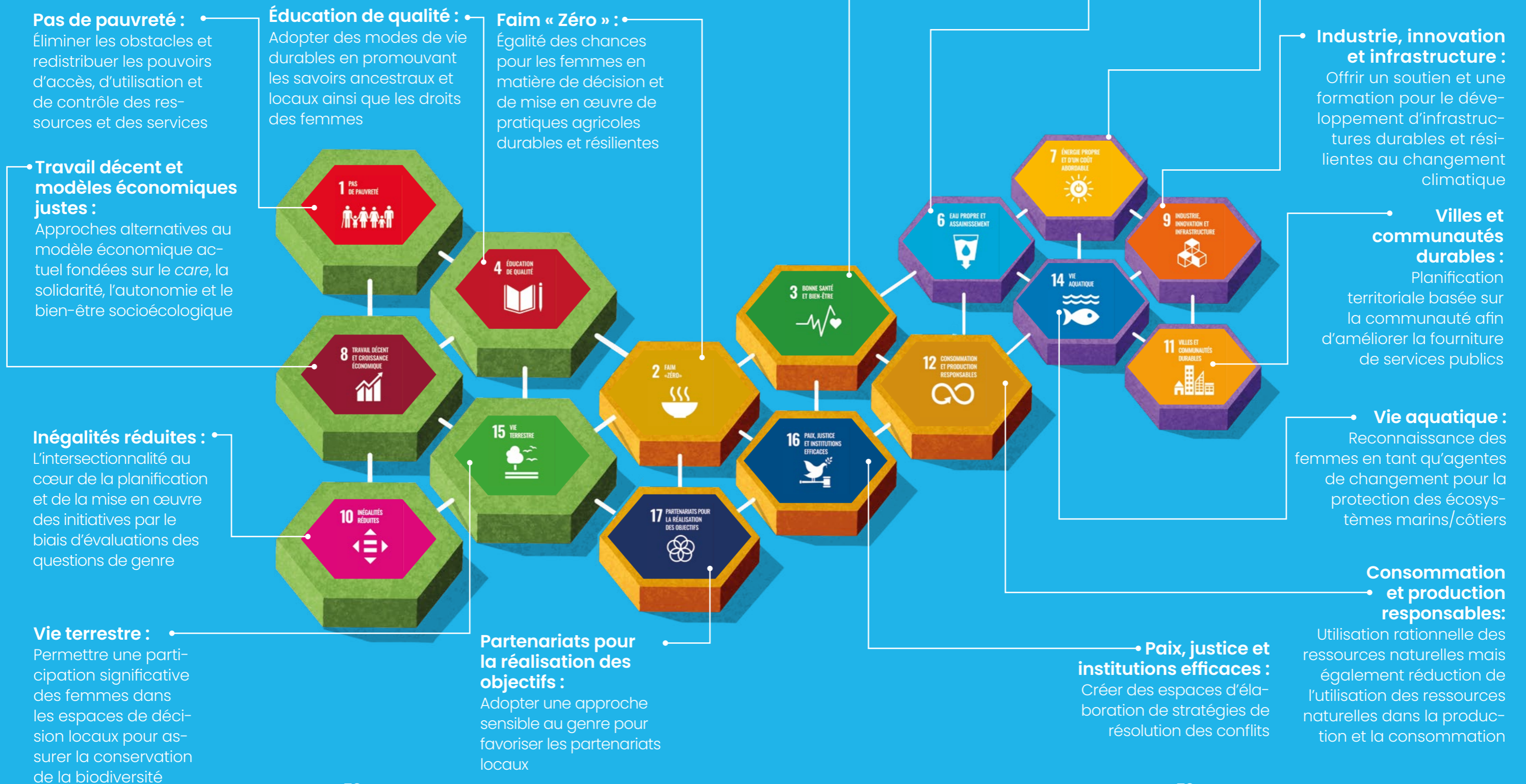
CAMGEW estime que les droits et les actions en matière d'environnement ne peuvent être complets ou durables sans traiter les questions liées à la violence basée sur le genre (VBG) et aux droits fonciers. Grâce à la sensibilisation et aux ateliers sur la VBG, les femmes et les hommes dans toute leur diversité ont pris conscience que les tâches domestiques ne doivent pas être réservées aux femmes. Cette croyance a été acceptée par de nombreux hommes qui participent désormais à diverses tâches domestiques, notamment l'approvisionnement en eau, l'éducation des enfants et la cuisine. L'organisation a également travaillé avec des dirigeants culturels qui sont les gardiens de la terre au niveau local dans la région forestière de Kulum-Ijim. Grâce à des ateliers, des débats, des actions de lobbying et de plaidoyer, les pratiques en matière de propriété foncière ont sensiblement évolué. En outre, CAMGEW contribue à l'ODD 17 en travaillant en partenariat avec l'administration gouvernementale au niveau ministériel. L'organisation mobilise de nombreuses parties prenantes à l'occasion de tables rondes et de campagnes de communication afin de promouvoir la reconnaissance des droits des femmes, la propriété foncière, la gouvernance forestière et les meilleures pratiques en matière de conservation de la biodiversité, dans le but d'influencer les lois, les réglementations et les politiques au niveau local, régional et national.

## Trois moments clés de leur transformation systémique



- 1** La communauté a reconnu que les femmes, dans toute leur diversité, doivent être entendues et reconnues en tant que leaders dans la conservation des forêts. Les femmes ont acquis la confiance nécessaire pour s'élever contre la déforestation et sensibiliser à l'importance de l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la résolution des conflits.
- 2** Les agriculteurs et agricultrices comme les éleveurs et éleveuses comprennent désormais que l'agroécologie est un scénario gagnant-gagnant qui les aide à résoudre leurs divergences en matière de gestion des terres.
- 3** Ces dernières années, les feux de brousse ont diminué dans la région de Kulum-Ijim grâce à l'approche holistique de CAMGEW en matière de conservation écologique. De nos jours, les femmes peuvent mener des actions de protection et de conservation de l'environnement sans l'aide de CAMGEW, ni la permission ou la validation des hommes.

Les solutions climatiques sensibles au genre sont des initiatives communautaires et démocratiques qui contribuent à l'atténuation du changement climatique tout en proposant des modèles équitables permettant de bien gagner sa vie. Cette illustration met en évidence la façon dont les actions climatiques (ODD 13) avec une forte composante de transformation du genre (ODD 5) contribuent, grâce à des avantages transversaux, à faire avancer différentes initiatives relevant de l'Agenda 2030 dans une perspective intersectorielle, décoloniale et décroissante.



# ENSEIGNEMENTS TIRÉS



**Des alternatives au développement existent, sont possibles et donnent des résultats transformateurs.** Ces modèles alternatifs suivent les principes d'unité, d'égalité, d'inclusion, de dignité, de liberté, de solidarité, de respect ainsi que d'équité sociale et entre les sexes dans la participation, par opposition aux intérêts de l'accumulation du capital. **Il ressort très clairement des initiatives menées par les femmes dans le monde entier ce qui suit : pour ouvrir la voie à un environnement sûr, propre et sain, il faut intégrer diverses formes de savoir, encourager le respect de l'identité culturelle et spirituelle, et éliminer les diverses formes d'oppression.**



**Les initiatives et technologies communautaires et locales favorisent une approche décoloniale et participative de démocratisation du pouvoir.** Les résultats transformateurs des initiatives communautaires impliquent des changements de comportements, de normes patriarcales, de modèles culturels et d'état d'esprit général de la population. Ces changements, qui sont essentiels au bien-être des communautés, sont souvent absents des indicateurs quantitatifs ou de la compréhension que l'on a de l'impact ou des résultats d'un projet.



**La crise climatique est une menace mondiale pour les droits humains qui met en évidence l'intersectionnalité des différentes formes d'inégalité, qui bien souvent se cumulent et se renforcent mutuellement.** La crise climatique creuse et aggrave les inégalités et les charges de travail non rémunérées, en particulier pour les femmes et les populations paysannes, noires, autochtones et de couleur. **La reconnaissance des femmes en tant qu'agentes de changement facilite la formulation et la mise en œuvre de politiques de lutte contre le changement climatique qui tiennent compte de différentes réalités.** Le travail que les organisations présentées dans cette publication ont mené avec des femmes et des hommes, dans toute leur diversité, sur les thèmes de la masculinité et du patriarcat, a permis de sensibiliser leurs communautés. **Ce travail facilite l'intégra-**



**tion de différentes formes locales et ancestrales de connaissances, de méthodes, de pratiques et de technologies qui garantissent le succès de sa mise en œuvre au sein des communautés rurales sans augmenter la charge de travail, en particulier pour les femmes et les filles.**



**L'autonomisation est un processus politique d'émancipation qui n'est pas, et ne peut être, imposé de « l'extérieur ».** Dans le contexte du climat, ce processus passe par le renforcement des capacités des acteurs et des actrices de la société civile à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes climatiques sensibles au genre et à participer de manière active et proactive aux processus décisionnels nationaux relatifs au climat. La reconnaissance, l'estime de soi et l'autonomie sont essentielles pour que les femmes puissent passer sans crainte de leur sphère privée à l'espace public. **L'agencéité est au cœur de l'autonomisation dans le sens où elle leur confère la capacité de définir leurs choix de vie personnels et de poursuivre leurs propres objectifs en vue d'un changement systématique pour elles-mêmes et pour leurs communautés.** D'après les expériences présentées dans cette publication, le renforcement de l'agencéité des femmes au sein des communautés passe par un processus de soutien psychologique et d'autoreconnaissance des droits des femmes, en particulier pour celles qui ont été victimes de conflits.



Une transition juste va au-delà de la relocalisation de la main-d'œuvre d'un secteur dominé par les hommes vers un nouveau secteur dominé par les hommes. **Pour qu'une transition soit considérée comme juste, elle doit être ancrée dans les principes de l'économie du care.** Ces principes favorisent la reconnaissance, la réduction et la redistribution du travail de care non rémunéré, et récompensent le travail de care rémunéré en favorisant des conditions décentes et en garantissant la représentation des travailleurs et des travailleuses du care dans toute leur diversité<sup>[49]</sup>. **De cette manière, il est possible de s'attaquer à l'aide au développement de la croissance économique générée par l'externalisation coloniale du travail selon une approche géographique et fondée sur le genre.** La pauvreté en temps reste un obstacle structurel qui empêche les femmes de jouir de leur autonomie et de participer aux espaces de pouvoir. En dépit de la prise de conscience au niveau communautaire du droit des femmes à jouir de la sphère publique, leur intégration dans ces espaces est souvent difficile parce qu'il n'existe pas d'infrastructures permettant de soutenir le travail de care, telles que des centres de loisirs pour enfants, des résidences pour personnes âgées ou des crèches de nuit.





### **L'accès aux droits fonciers des femmes et le plein exercice de ses garanties sont vitaux pour assurer un présent et un avenir durables.**

Lorsque les femmes des communautés accèdent à la terre et à la propriété, elles ont leur mot à dire sur la manière de l'utiliser, quand l'utiliser et à quelles fins l'utiliser, en tenant compte de leurs besoins et en mettant à profit leurs connaissances et leurs solutions. Elles peuvent également décider des technologies à mettre en œuvre pour promouvoir la conservation des écosystèmes et d'autres activités alternatives génératrices de revenus, de même qu'elles peuvent créer des réseaux collectifs de confiance pour se faire entendre dans les espaces de décision.



### **Des analyses systématiques des questions de genre sont nécessaires pour la planification et la mise en œuvre de tout projet et de toute politique publique.**

L'expérience acquise par les organisations grâce à l'inclusion d'une approche de genre dans les outils de planification environnementale a été reconnue par les autorités locales comme constituant une véritable référence. Les méthodologies d'évaluation des questions de genre sont nécessaires non seulement pour quantifier les résultats du projet, mais aussi pour comprendre les effets transformateurs du démantèlement des croyances et des attitudes patriarcales qui prévalent dans la société, tout en luttant contre le changement climatique.



### **Le maintien de la croissance économique et industrielle en tant qu'éléments cruciaux pour parvenir au développement humain constitue une contradiction dans l'Agenda 2030 comme dans l'accord de Paris.**

La croissance économique perpétuelle et infinie par le biais d'une augmentation de l'utilisation d'énergie et de matériaux nécessite à son tour une augmentation des niveaux d'extractivisme et entraîne une accélération des inégalités dans les pays les plus pauvres. **Les plans conceptualisés dans les CDN et les ODD sont insuffisants pour atténuer le changement climatique sans changement structurel des modes de production et de consommation. Une vision féministe, décroissante et décoloniale de l'économie du bien-être vise à promouvoir une transformation systémique de notre modèle économique** afin qu'il cesse de se focaliser sur la croissance du PIB et l'extraction matérielle et tende vers l'objectif de bien-être et de justice sociale et écologique<sup>[10]</sup>.



## Mesdames et Messieurs les responsables politiques,

Cette publication a montré qu'un autre monde est possible. Les modèles exposés ici ne sont que quelques-uns des nombreux exemples qui font actuellement progresser la transformation systémique dont nous avons désespérément besoin à une époque marquée par de multiples crises intersectionnelles. Vous trouverez ci-dessous quelques recommandations pour guider la conception, la mise en œuvre et le suivi de vos politiques nationales climatiques sexotransformatrices. Elles résultent de la systématisation d'expériences de terrain mettant en œuvre des alternatives aux multiples facteurs de la crise climatique :

- **Les gouvernements doivent s'efforcer d'opérer une transformation systémique, ce qui nécessite des dispositions institutionnelles et un agenda politique plaçant transversalement l'égalité hommes-femmes au sein de chaque ministère, de chaque secteur de production et de chaque mécanisme financier.** Cette évolution rompt avec l'idée selon laquelle le genre est une question isolée qui ne concerne qu'un petit nombre d'équipes ou de comités gouvernementaux, puisque les droits des femmes sont des droits humains. À cette fin, il est indispensable d'affecter des ressources financières et humaines à la mise en œuvre des activités prévues dans le Plan d'action pour l'égalité des sexes, au niveau intergouvernemental comme au niveau national. De même, il est essentiel de dispenser une formation dans chacun des ministères pour permettre aux fonctionnaires de comprendre les implications liées au genre et d'utiliser des outils, tels que les évaluations des questions de genre, dans la formulation des politiques.
- **Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour collecter et utiliser des données ventilées en adoptant une approche intersectionnelle tenant compte des multiples différences fondées sur le revenu, l'âge, le genre, les (in)capacités ainsi que d'autres facteurs démographiques et identitaires.** Les pays doivent combler le déficit de financement de la collecte de données ventilées en fonction du genre en obtenant les fonds budgétaires nécessaires (1) afin de soutenir le renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistiques permettant d'assurer un suivi de l'impact sexospécifique des crises actuelles et d'aider à se préparer aux crises futures et (2) afin de promouvoir la participation des femmes et des filles aux efforts de collecte de données de sorte à s'assurer de la prise en compte de leurs perspectives, de leurs expériences et de leurs contributions. Une approche intersectionnelle contribue à garantir la disponibilité des données pour éclairer les interventions et efforts de rétablissement en cas de crise, afin que personne ne soit laissé pour compte.
- **Les gouvernements doivent garantir des affectations de fonds pour le climat axées sur les personnes et sensibles au genre.** Le financement de la lutte contre le changement climatique ne peut consister à reproduire des mécanismes financiers traditionnels soumettant les populations marginalisées à des taux d'intérêt élevés. La réorientation vers des actions à petite échelle et communautaires nécessite une analyse critique des objectifs de performance traditionnels et des cadres de mesure des résultats, ainsi qu'une évaluation des options de financement. Par

## RECOMMANDATIONS POLITIQUES

exemple, la définition de critères de genre explicites tenant compte des principes d'une économie du care afin d'éviter de faire peser un fardeau supplémentaire sur les femmes est une priorité. Certaines des cibles proposées dans cette publication servent de source d'inspiration pour mieux comprendre les objectifs devant être atteints en priorité par les communautés et pour redéfinir en conséquence les cadres axés sur les résultats.

- **Les gouvernements doivent créer des mécanismes permettant de protéger efficacement l'exercice des droits fonciers par les femmes, dans toute leur diversité, et d'éviter les dépossessions, les expulsions et les déplacements forcés.** Garantir le droit des femmes à la terre constitue une étape majeure vers l'égalité hommes-femmes et est essentiel pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. Les femmes rurales, paysannes et BIPOC doivent être incluses dans la conception, la planification, le développement et l'évaluation des politiques publiques et être habilitées à voter et à décider de l'utilisation des terres et des ressources naturelles, des programmes de régularisation de la propriété foncière et des programmes de soutien productif adéquats.
- **Pour que la participation soit effective, les gouvernements doivent s'efforcer non seulement de supprimer les obstacles institutionnels et juridiques, mais aussi de lutter contre la pauvreté en temps.** Les pays doivent renforcer les services publics et les infrastructures de soins pour garantir la sécurité sociale des femmes et réduire et redistribuer les charges de *care* en augmentant les investissements dans l'éducation, la santé, la garde d'enfants, les transports et la protection contre la violence basée sur le genre.

Les discussions engagées à l'échelle mondiale sur les différentes voies à suivre pour atténuer le changement climatique ont montré qu'existe une véritable volonté de s'engager et d'investir dans des technologies risquées et non éprouvées plutôt que dans des solutions locales et décentralisées qui s'avèrent toujours plus bénéfiques. Les données scientifiques sont claires, tout comme la voix des communautés. L'horloge tourne, chaque minute joue contre nous, et face à une telle urgence, nous devons agir, vous devez agir, avec de vraies solutions qui ne causent pas davantage de dommages ou n'exacerbent pas les inégalités.



# RÉFÉRENCES

- [1] IBON International. (2022). Faire avancer les droits des femmes et la démocratie populaire. <https://iboninternational.org/download/advancing-womens-rights-and-people-powered-democracy/>
- [2] Organisation internationale de droit du développement (OIDD). (2022). Climate justice for women and girls: a rule of law approach to feminist climate action. <https://www.idlo.int/publications/climate-justice-women-and-girls-rule-law-approach-feminist-climate-action>
- [3] Muchhala, B. (2021). Un nouveau pacte vert mondial féministe et décolonial. Principes, paradigmes et transformations systémiques (Rapport thématique), Une justice économique féministe pour les peuples et pour la planète. [https://wedo.org/wp-content/uploads/2022/09/ActionNexus\\_Brief\\_FemGND\\_UPDATED-4.7.22\\_FR.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2022/09/ActionNexus_Brief_FemGND_UPDATED-4.7.22_FR.pdf)
- [4] Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2022). Résumé à l'intention des responsables politiques. Dans : Changements climatiques 2022 : L'atténuation du changement climatique. Contribution du Groupe de travail III au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Die-men, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume Uni et New York, NY, États-Unis. DOI : 10.1017/9781009157926.001.
- [5] Carrington, D. (2022, November 8). World on brink of five 'disastrous' climate tipping points, study finds Giant ice sheets, ocean currents, and permafrost regions may already have passed point of irreversible change. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2022/sep/08/world-on-brink-five-climate-tipping-points-study-finds>
- [6] Rogelj, J., D. Shindell, K. Jiang, S. Fifita, P. Forster, V. Ginzburg, C. Handa, H. Kheshgi, S. Kobayashi, E. Kriegler, L. Mundaca, R. Sférian et M.V. Vilariño. (2018). Mitigation Pathways Compatible with 1.5°C in the Context of Sustainable Development. Dans : Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield (eds.)]. <https://www.ipcc.ch/sr15/> (Résumé pour les responsables politiques en français : [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf))
- [7] Armstrong McKay, D., Staal, A., Abrams, J., Winkelmann, R., Sakschewski, B., Loriani, S., Fetzer, I., Cornell, S., Rockström, J., Lenton, T. (2022). Exceeding 1.5°C global warming could trigger multiple climate tipping points. *Science*, 377. DOI: 10.1126/science.abn7950
- [8] Women & Gender Constituency (WGC). (2021). Rapport thématique : False Solutions. [https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2021/11/wgc\\_issuebrief\\_falsesolutions\\_en.pdf](https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2021/11/wgc_issuebrief_falsesolutions_en.pdf)
- [9] Actionaid, Corporate accountability, Les Amis de la Terre International, Demand Climate Justice, Third World Network, What next. (2020). Zéro pas net : Comment les objectifs à « zéro émission nette » dissimulent l'inaction politique. Document d'information technique réalisé conjointement par des organisations luttant pour la justice climatique. [https://whatnext.org/research\\_pubs/not-zero-how-net-zero-targets-disguise-climate](https://whatnext.org/research_pubs/not-zero-how-net-zero-targets-disguise-climate)
- [10] Women Engage for a Common Future (WECF), Bureau européen de l'environnement (BEE). (2021). Why the European Green Deal needs Ecofeminism. [https://www.wecf.org/wpcontent/uploads/2021/07/Report\\_Green-Deal-Gender.pdf](https://www.wecf.org/wpcontent/uploads/2021/07/Report_Green-Deal-Gender.pdf)
- [11] Bragg, J., Jackson, R.R, Lahiri, S. (2021). La grosse arnaque : Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda « zéro émission nette » pour retarder, tromper et nier l'action climatique. Corporate accountability, Coalition mondiale des forêts, Les Amis de la Terre International. [https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque\\_FR.pdf](https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf)

## RÉFÉRENCES

- [12] Hickel, J. (2021), The anti-colonial politics of degrowth. *Political Geography*, 88 (3). DOI:10.1016/j.polgeo.2021.102404 <https://www.boell.de/en/2021/11/08/net-zero-not-zero> (Traduit par Martin Morel sur Project Syndicate : <https://www.project-syndicate.org/commentary/net-zero-climate-pledges-are-greenwashing-by-maureen-santos-and-linda-schneider-2021-11/french>)
- [13] Schneider, L., Santos, M. (8 novembre 2021). Net Zero Is Not Zero. *Heinrich Böll Stiftung*. <https://www.boell.de/en/2021/11/08/net-zero-not-zero>
- [14] [Organisation des Nations unies (ONU). (2015). Accord de Paris. [https://unfccc.int/files/essential\\_background/convention/application/pdf/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf)
- [15] CCNUCC. (28 septembre 2021). Contributions déterminées au niveau national (DNCs). L'Accord de Paris et les Contributions déterminées au niveau national (NDC). <https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/contributions-determinees-au-niveau-national-ndcs>
- [16] UICN. (2021). Genre et planification climatique nationale : Intégration de la dimension de genre dans les contributions révisées déterminées au niveau national. Suisse.
- [17] CCNUCC. Conférence des Parties (COP). « Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et son plan d'action pour l'égalité des sexes », Décision 3/ CP.25 (Décembre 2019). <https://unfccc.int/documents/210471>
- [18] Women & Gender Constituency (WGC). (2022). Background Paper: The GAP. [https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2022/05/Background-Paper-The-GAP\\_v3.pdf](https://womensgenderclimate.org/wp-content/uploads/2022/05/Background-Paper-The-GAP_v3.pdf)
- [19] CCNUCC. (28 septembre 2021). Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre. <https://unfccc.int/topics/gender/workstreams/the-enhanced-lima-work-programme-on-gender>
- [20] Organisation des Nations unies (ONU). (2022). Rapport sur les objectifs de développement durable 2022. [https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2022\\_French.pdf](https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2022_French.pdf)
- [21] Hickel, J. (2019). The contradiction of the sustainable development goals: Growth versus ecology on a finite planet. *Sustainable Development*, 27(5), 873-884. DOI : 10.1002/sd.1947
- [22] Ritchie, H., Roser, M., Rosado, P. (2020). CO<sub>2</sub> and Greenhouse Gas Emissions. *Our World in Data*. <https://ourworldindata.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions>
- [23] Dzebo, A., Janetschek, H., Brandi, C., Lacobuta, G. (2019). Connections between the Paris Agreement and the 2030 Agenda. The case for policy coherence. Stockholm Environment Institute. <https://www.sei.org/wp-content/uploads/2019/08/connections-between-the-paris-agreement-and-the-2030-agenda.pdf>
- [24] Menton, M., Larrea, C., Latorre, S., Martínez-Alier, J., Peck, M., Temper, L., Walter, M. (2020). Environmental justice and the SDGs: from synergies to gaps and contradictions. *Sustainability Science*, 15, 1621-1636. <https://doi.org/10.1007/s11625-020-00789-8>
- [25] Cortés, G., Cardoso, I., Mbungu, G. (2022). Historical responsibilities of colonialism: Gender justice as a path to climate justice. IASS Postdam. <https://www.iass-potsdam.de/en/blog/2022/04/colonialism-gender-climate-justice>
- [26] Acosta, A., Gudynas, E. (2011). La renovación de la crítica al desarrollo y el buen vivir como alternativa. *Utopía y Praxis Latinoamericana*, (53), 71-83 <http://www.gudynas.com/publicaciones/GudynasAcostaCriticaDesarrolloBVivirUtopiaII.pdf>.
- [27] Data2x. (2022). Resilient Communities Need Gender Data. Policy Brief. <https://data2x.org/wp-content/uploads/2022/07/Resiliency-Actions-One-Pager-6P-220707.pdf>
- [28] Gouvernement de Colombie. (2021). Stratégie long terme pour le climat de la Colombie (E2050 Colombia) Ministère colombien de l'Environnement et du Développement Durable, DNP, ministère colombien des Affaires Étrangères, AFD, Expertise France, WRI, Bogota.
- [29] Gouvernement de Colombie. (2019). Estrategia nacional de economía circular. Cierre de ciclos de materiales, innovación tecnológica, colaboración y nuevos modelos de negocio. Présidence de la République colombienne, ministère colombien de l'Environnement et du Développement Durable, ministère colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. Bogotá.
- [30] Robra, B., Heikkurinen, P. (2019). COVID-19 and the Sustainable Development Goals. Dans : Leal Filho, W., Azul, A., Brandli, L., Özuyar, P., Wall, T. (eds) *Decent Work and Economic Growth*. Encyclopedia of the UN Sustainable Development Goals. Springer, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-71058-7\\_37-1](https://doi.org/10.1007/978-3-319-71058-7_37-1)
- [31] Magalhães, B. (18 novembre 2021). The potential of degrowth and buen vivir in addressing underdevelopment and conflict in the Global South. *Degrowth Blog*. <https://degrowth.info/en/blog/the-potential-of-degrowth-and-buen-vivir-in-addressing-underdevelopment-and-conflict-in-the-global-south>

- [32] Burkhart, C., Schmelzer, M., Treu, N. (2022). *Degrowth in Movement(s)*. Exploring pathway: zer0 books. [https://www.gabriele-winker.de/pdf/Degrowth\\_in\\_Movements](https://www.gabriele-winker.de/pdf/Degrowth_in_Movements).
- [33] Liegey, V., Nelson, A. (2020). *Decolonising Our Growth Imaginaries*. Dans : Bhattacharyya, G., Nelson, A., Sullivan, W. (eds) *Exploring Degrowth: A critical guide*. Pluto Press. Londres.
- [34] Brent, Z., Ndoye, F. (21 mars 2022). The Fisherwomen of the Saloum Delta: Building gender and climate justice one energy efficient oven at a time. *Energy Democracy*. <https://energy-democracy.net/the-fisherwomen-of-the-saloum-delta-building-gender-and-climate-justice-one-energy-efficient-oven-at-a-time/>
- [35] Présidence du Sénégal. (n.d.). *Un Sénégal Emergent*. <https://www.presidence.sn/pse/un-senegal-emergent>
- [36] ONU Femmes Afrique. (n.d.). *Sénégal*. [https://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/senegal\\_africa](https://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/senegal_africa)
- [37] WEDO. (2016). *Gender equality & Just transition (Discussion paper)*. <https://wedo.org/wp-content/uploads/2016/08/gjtransition.pdf>
- [38] APWLD, FEMNET, FOS Feminista, WEDO. (2022). *Toward a Gender-Transformative Agenda for Climate and Environmental Action. A FRAMEWORK FOR POLICY OUTCOMES AT CSW66*. [https://wedo.org/wp-content/uploads/2022/03/WRC\\_CSW-key-demands\\_2022-1.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2022/03/WRC_CSW-key-demands_2022-1.pdf)
- [39] Esquivel, V. (2011). *La economía del cuidado en América Latina: Poniendo a los cuidados en el centro de la agenda*. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). <https://base.socioeco.org/docs/lae-conomadelcuidadoenamricalatina.pdf>
- [40] Coffey, C., Espiniza Revollo, P., Rowan, H., Lawson M., Parvez Butt, A., Piaget, K., Sarosi, D., Thekkudan, J. (2020). *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam International. DOI : 10.21201/2020.5419
- [41] Rodríguez, C. (2015). *Economía feminista y economía del cuidado. Aportes conceptuales para el estudio de la desigualdad*. *Nueva Sociedad*, (256), 30-44. <https://nuso.org/articulo/economia-feminista-y-economia-del-cuidado-aportes-conceptuales-para-el-estudio-de-la-desigualdad/>
- [42] Département National colombien de Planification (DNP). (2015). *Economía del Cuidado: Revisión de literatura, hechos estilizados, y políticas de cuidado*. Gouvernement de Colombie. <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Desarrollo%20Social/4.%20Documento%20Preliminar%20Econom%C3%ADa%20del%20Cuidado.pdf>
- [43] Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2020). *Uganda Gender Analysis*. <https://www.ndcs.undp.org/content/ndc-support-programme/en/home/impact-andlearning/library/uganda-gender-analysis.html>
- [44] Opfer, K., Beaucamp, L., Njamnshi, A. (2022). *Renewable Energy for a Decentralised, People-Centred Energy Transition in Africa*. German watch. [https://www.germanwatch.org/sites/default/files/germanwatch\\_renewable\\_energy\\_africa.pdf](https://www.germanwatch.org/sites/default/files/germanwatch_renewable_energy_africa.pdf)
- [45] Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). (2020). *Innovation landscape brief: Community-ownership models*. [https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Jul/IRENA\\_Community\\_ownership\\_2020](https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Jul/IRENA_Community_ownership_2020)
- [46] République du Cameroun. (7 octobre 2021). *Contribution Déterminée au Niveau National - Actualisée (CDN)*. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/202206/CDN%20r%C3%A9vis%C3%A9e%20CMR%20finale%20sept%202021.pdf>
- [47] Women & Constituency (WGC). (2021). *WGC Advocacy Brief: Gender-responsive Nationally Determined Contributions*. [https://womengenderclimate.org/wp-content/uploads/2021/04/FINAL\\_Gender-NDCs-WGC-Brief-1.pdf](https://womengenderclimate.org/wp-content/uploads/2021/04/FINAL_Gender-NDCs-WGC-Brief-1.pdf)
- [48] Stabinsky, D. (2020). *Solutions basées sur la nature ou séductions basées sur la nature ? Décortiquer le dangereux mythe selon lequel les solutions basées sur la nature peuvent suffisamment atténuer le changement climatique*. Third World Network (TWN), African Centre for Biodiversity. [https://twm.my/title2/briefing\\_papers/twn/NBS%20TWNBP%20Sep%202020%20Stabinsky%20Fra.pdf](https://twm.my/title2/briefing_papers/twn/NBS%20TWNBP%20Sep%202020%20Stabinsky%20Fra.pdf)
- [49] ONU Femmes. (2022). *A toolkit on paid and unpaid care work: From 3Rs to 5Rs*. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/07/a-toolkit-on-paid-and-unpaid-care-work>

# ABREVIATIONS

<b>AFAT</b>	Agriculture, foresterie et autres affectations des terres
<b>BECSC</b>	Bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone
<b>BIPOC</b>	Populations noires, autochtones et de couleur
<b>BMZ</b>	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement d'Allemagne
<b>RCD</b>	Responsabilités communes mais différenciées
<b>CSC</b>	Captage et stockage de dioxyde de carbone
<b>CDR</b>	Élimination du dioxyde de carbone atmosphérique ( <i>Carbon Dioxide Removal</i> )
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>DE</b>	Énergie décentralisée
<b>GALS</b>	Système de formation action pour l'égalité femmes-hommes ( <i>Gender Action Learning Systems</i> )
<b>PAG</b>	Plan d'action pour l'égalité des sexes
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>IMP</b>	<i>Illustrative Mitigation Pathways</i>
<b>CPDN</b>	Contributions prévues déterminées au niveau national
<b>LGBTIQ+</b>	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et autres
<b>LWPG</b>	Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre ( <i>Lima Work Programme on Gender</i> )
<b>SFN</b>	Solutions fondées sur la nature
<b>CDN</b>	Contributions déterminées au niveau national
<b>NGCCFP</b>	Point de contact national pour le genre et le climat ( <i>National Gender and Climate Change Focal Point</i> )
<b>ODD</b>	Objectif de développement durable
<b>ToT</b>	Formation des formateurs ( <i>Training-of-Trainers</i> )
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>WGC</b>	Women and Gender Constituency



